



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 008

Le jeudi 3 mars 2022

Président : M. Kody Blois



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 3 mars 2022

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 8^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

Je vais d'abord faire quelques rappels.

La séance se déroule selon une formule hybride, mais je suis ravi de voir un grand nombre de membres du Comité de retour dans la salle. C'est un signe des temps.

Nos délibérations pourront être visionnées sur le site Web de la Chambre des communes. Comme vous le savez, la diffusion Web montrera toujours la personne qui parle, plutôt que l'ensemble du Comité. Je vous rappelle que les captures et les photos d'écran ne sont pas autorisées.

J'aurais quelques annonces à faire concernant les travaux futurs du Comité avant que nous nous tournions vers nos témoins.

Premièrement, nous avons communiqué avec la ministre concernant le Budget supplémentaire des dépenses (C). Elle est disponible le 21 mars 2022. Si cela convient à tous les membres du Comité, nous aimerions l'inviter à comparaître à ce moment-là.

Comme tout le monde semble d'accord, c'est ce que nous allons faire.

Deuxièmement, notre sixième et dernière réunion dans le cadre de notre étude sur la chaîne d'approvisionnement est prévue pour le jeudi 24 mars 2022. J'aimerais que nous prévoyions alors une quinzaine de minutes pour communiquer nos directives aux analystes pour la rédaction du rapport. Je présume que cela convient à tout le monde. Est-ce bien le cas? Excellent.

Enfin, et c'est une considération importante...

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Désolé, avez-vous parlé du 21 mars?

Le président: C'est le 24 mars que nous tiendrons notre sixième et dernière séance dans le cadre de cette étude. Ce jour-là, je voudrais que nous prenions 15 minutes pour que les membres du Comité puissent communiquer leurs indications à nos analystes.

En outre, comme nous allons entreprendre comme convenu une étude sur l'apport environnemental du secteur agricole, notre greffière souhaiterait que nous lui remettions une liste d'ici le vendredi 18 mars de telle sorte qu'elle puisse commencer la préparation de cette nouvelle étude.

Je vous prierais de noter ces dates à votre agenda.

Enfin, nous avons maintenant un budget en prévision du voyage en Écosse pour le Congrès mondial des sciences du sol que proposait M. MacGregor dans sa motion. J'ai reçu ce budget que nous pourrions distribuer à tout le monde. Il importe toutefois que les députés de chacun des partis représentés au sein du comité de liaison discutent de la question avec leur whip et leur équipe de direction à la Chambre afin d'éviter tout problème éventuel. Je m'en remets donc à MM. Barlow, Perron, McGregor et Turnbull pour qu'ils fassent le nécessaire à ce sujet.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Est-ce que la ministre sera avec nous pendant deux heures ou une heure, le 21 mars?

Le président: Nous pouvons en discuter. En règle générale, je crois que nous avons droit à une heure avec la ministre, après quoi ses fonctionnaires restent avec nous pour la seconde heure.

M. John Barlow: Est-ce au sujet du Budget supplémentaire des dépenses (C) et du Budget principal des dépenses?

Le président: Ce sera concernant le Budget supplémentaire des dépenses (C). Le Budget principal des dépenses viendra par la suite.

Comme il ne semble pas y avoir d'autres questions, je vais enchaîner.

Conformément au paragraphe 108 (2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 31 janvier, nous poursuivons notre étude de la chaîne d'approvisionnement agricole et agroalimentaire.

Nous avons bien sûr des témoins qui comparaissent en mode virtuel.

Nous souhaitons la bienvenue à Mme Carla Ventin, vice-présidente principale, Relations gouvernementales, Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada. Nous accueillons également M. Brian Innes, directeur général de Soy Canada. Nous recevons enfin M. Dennis Comeau, directeur général de Top Shelf Feeds Inc.

Vous avez droit à cinq minutes chacun pour nous présenter vos observations préliminaires.

Je veux aussi prendre un instant pour souligner la présence de M. Falk qui fera désormais partie de notre comité. Bienvenue, monsieur Falk.

Je vais maintenant céder la parole à Mme Ventin pour les cinq prochaines minutes.

Mme Carla Ventin (vice-présidente principale, Relations gouvernementales, Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada): Bonjour, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'appelle Carla Ventin, et je suis vice-présidente principale, responsable des relations gouvernementales, pour Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada.

Depuis plus de 60 ans, nous sommes la plus grande association nationale de l'industrie. Nous représentons des entreprises qui fabriquent et distribuent la grande majorité des produits essentiels d'usage courant que l'on retrouve partout au Canada dans les réfrigérateurs, les garde-manger et les armoires de cuisine et de pharmacie.

Notre secteur procure de l'emploi à plus de 350 000 personnes dans près de 10 000 lieux de travail en milieu urbain et rural au Canada.

Les fabricants de produits alimentaires sont les principaux employeurs dans le Canada rural et achètent 40 % des denrées produites par les agriculteurs. Nos membres transforment les richesses agricoles du Canada en des produits finis à valeur ajoutée qui nourrissent les familles ici et à l'étranger. Les consommateurs font confiance aux marques de nos membres depuis plus de 30 ans.

Pour notre industrie, les affaires ne sont pas revenues à la normale. Des blocus transfrontaliers jusqu'aux pénuries chroniques de main-d'œuvre, en passant par les inondations en Colombie-Britannique et l'impact d'Omicron, nos membres ont dû surmonter des difficultés sans précédent pour faire en sorte que les Canadiens aient accès aux produits essentiels dont ils ont besoin au quotidien.

Avec un taux d'inflation atteignant son sommet des 30 dernières années au Canada, il n'est guère surprenant que les pressions exercées par les coûts représentent un défi de taille, d'autant plus que l'invasion de l'Ukraine nous donne à penser que la situation va encore se détériorer. Nous sommes préoccupés par la menace que cette conjoncture fait peser sur la sécurité alimentaire, aussi bien au Canada qu'ailleurs dans le monde.

Notre industrie a vu ses coûts globaux augmenter de 17 %. La hausse du coût des matières premières couramment utilisées par les entreprises de fabrication alimentaire a atteint 80 % au cours de la dernière année. Le coût de la pâte à papier, une matière essentielle pour les emballages et les boîtes de carton, a augmenté pour sa part de 15 à 50 %, alors que la majoration a été de 43 % pour les composantes principales des emballages de plastique. Les coûts de main-d'œuvre des entreprises de fabrication alimentaire ont quant à eux connu une hausse de 16 %. Il ne faut donc pas s'étonner que plus de 60 % de nos entreprises membres aient dû fonctionner avec une production réduite de 25 %.

Les perturbations de plus en plus fréquentes de la chaîne d'approvisionnement, le manque de main-d'œuvre et les coûts à la hausse font en sorte qu'il est de plus en plus difficile pour les fabricants de répondre à la demande des consommateurs.

Si nous pouvions régler les problèmes de pénurie de main-d'œuvre, nous bénéficierions au pays d'un degré de certitude nettement plus élevé en cette période cruciale pour la reprise de notre économie. Nous avons effectué un sondage auprès de nos membres, et plus de 75 % d'entre eux ont indiqué éprouver des problèmes à trouver de la main-d'œuvre qualifiée. Ils sont plus de 50 % à devoir composer avec un taux moyen d'absentéisme de 20 %. Nous estimons que le gouvernement fédéral va dans la bonne direction pour régler ce problème de main-d'œuvre qui nous frappe, mais il faudrait vraiment accélérer le processus. Nous nous réjouissons de l'engagement à mettre en place une stratégie ciblée visant à régler

les pénuries de main-d'œuvre chroniques dans le secteur agroalimentaire et à faire la promotion des métiers spécialisés.

Nos membres préfèrent s'approvisionner en main-d'œuvre au Canada. Dans une perspective d'affaires, c'est tout simplement beaucoup plus facile et efficace. Malgré les investissements dans la formation et les efforts de recrutement consentis, il y a des postes qui demeurent vacants. Il devient donc essentiel de se tourner vers l'étranger pour combler ces besoins. Nous trouvons encourageants les engagements du gouvernement à mettre en place un volet des employeurs dignes de confiance dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires, à élargir les voies d'accès à la résidence permanente et à augmenter l'immigration économique. Il faudrait investir davantage de ressources afin d'accélérer les progrès dans tous ces domaines.

Dans un contexte d'inflation croissante et de perturbation des approvisionnements, les chaînes d'épicerie ne font qu'empirer les choses en continuant à imposer de nouvelles amendes et pénalités aux fournisseurs. C'est un problème qui ne touche pas uniquement les fabricants de produits alimentaires, mais aussi de nombreux groupes agricoles. Notre sondage révèle que nos membres ont dû composer avec une hausse de 25 % des amendes imposées le long de la chaîne d'approvisionnement. Ces pénalités croissantes contribuent à l'inflation et à l'insécurité alimentaire.

Cela témoigne bien de la nécessité pour le Canada d'instaurer un code de conduite d'application obligatoire pour les épiceries afin de rétablir l'équilibre et l'équité dans la relation entre détaillants et fournisseurs. Nous devons veiller à ce que le processus en cours au sein de l'industrie se poursuive à un rythme accéléré. L'établissement d'un tel code pour les épiceries serait un autre moyen d'accroître grandement le degré de certitude au sein de l'économie nationale.

Nous saluons enfin l'engagement du gouvernement à réduire et à prévenir les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement au sein des réseaux de transport du Canada par l'entremise du Fonds national des corridors commerciaux.

• (1535)

Il est crucial d'investir dans les transports, mais il faut aussi investir dans le capital humain nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de nos infrastructures essentielles. Nous pouvons avoir l'infrastructure de transport la plus efficace et la plus moderne au monde, mais son fonctionnement peut facilement être interrompu, comme nous avons pu le constater au cours des dernières semaines. Les gouvernements doivent prendre les dispositions nécessaires pour sécuriser et protéger nos infrastructures essentielles afin que cela ne puisse pas se reproduire et, chose plus importante encore, pour contribuer à rétablir la réputation internationale du Canada en tant que partenaire commercial fiable et pays propice aux investissements.

Je remercie le Comité de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole aujourd'hui et je serai ravie de répondre à toutes vos questions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant entendre M. Innes qui dispose également de cinq minutes.

[Français]

M. Brian Innes (directeur général, Soy Canada): Merci, monsieur le président.

• (1540)

[Traduction]

Un grand merci de m'avoir invité à être des vôtres aujourd'hui. Je m'appelle Brian Innes et je suis directeur général de Soy Canada.

Notre secteur a absolument besoin de corridors de transport efficaces. Nous sommes ravis de voir que le Comité étudie le rôle que doit jouer le gouvernement pour permettre l'acheminement de nos produits vers les marchés. Votre étude arrive à point nommé pour notre secteur qui doit composer avec des services de conteneurs vraiment médiocres qui ne nous permettent pas de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

Je suis ici aujourd'hui pour représenter la chaîne de valeur du soya. Soy Canada regroupe des membres de tous les segments de cette chaîne de valeur, des fournisseurs de semences jusqu'aux exportateurs, en passant par les producteurs et les transformateurs. Notre secteur est diversifié; le soya est cultivé de l'océan Atlantique jusqu'aux Rocheuses.

Le soya est la troisième culture en termes de valeur au Canada. C'est celle qui rapporte le plus aux agriculteurs en Ontario et au Québec. Nous cultivons du soya de qualité alimentaire parmi les meilleurs au monde pour la production d'aliments comme le miso, le tofu, le natto et le lait de soya. Nous cultivons également du soya de qualité de base qui est broyé pour l'alimentation du bétail et pour la production d'huile destinée à la consommation humaine et de biocarburant.

Comme plus de 70 % de notre production est exportée, nous concentrons nos efforts sur les marchés mondiaux et sur les moyens à prendre pour que notre secteur demeure concurrentiel. Malheureusement, le service de conteneurs est actuellement notre maillon faible. C'est pour nous un service essentiel, car tous nos produits destinés à la consommation humaine sont expédiés par conteneur. Ainsi, quelque 40 000 conteneurs de soya de qualité alimentaire quittent chaque année les champs de nos agriculteurs et nos usines de transformation au Québec, en Ontario et au Manitoba à destination de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Europe. Malheureusement, la piètre qualité de nos services de livraison par conteneur nous fait perdre de la valeur et des parts de marché au profit de nos concurrents américains qui bénéficient d'un meilleur service.

Pour bien vous faire comprendre l'ampleur du problème, je vais vous parler des défis que doivent relever nos exportateurs. Ils nous disent devoir composer avec une tarification discriminatoire. Les tarifs des services de conteneurs au Canada ont grimpé en flèche comparativement à ceux en vigueur aux États-Unis. Pendant qu'ils augmentaient de 30 à 40 % chez nos voisins du Sud, ces tarifs ont connu une hausse de 100 à 150 % au Canada.

Nos exportateurs nous indiquent qu'ils n'ont pas suffisamment accès à des conteneurs vides pour expédier leurs produits. Les compagnies maritimes restreignent l'accès à leurs conteneurs vides parce qu'elles font passer les profits avant le service. C'est ainsi qu'elles refusent d'offrir des services aux expéditeurs canadiens alors qu'elles enregistrent des profits records, comme votre comité a déjà pu l'entendre et comme cela a été largement rapporté par ailleurs. En 2021 seulement, leurs profits ont été cinq fois plus élevés que ceux de toute la décennie précédente. Tout cet argent qui nous a ainsi été enlevé a placé le Canada dans une position désavantageuse par rapport à la concurrence.

Nos exportateurs font valoir qu'ils doivent composer avec un service médiocre en ne disposant que de très peu de recours étant donné l'emprise exercée sur le marché par les compagnies maritimes. Il y a peu de concurrence, car le commerce mondial est dominé par trois alliances maritimes seulement. La situation est encore pire au Canada. Au port de Montréal, une seule entreprise contrôle 70 % des mouvements des conteneurs. En l'absence d'une concurrence véritable, nous sommes soumis aux caprices d'une seule compagnie maritime pour ce qui est des prix, des niveaux de service et des conteneurs vides mis à notre disposition.

Les députés n'ignorent pas la complexité des réseaux de transport maritime et des chaînes d'approvisionnement à l'échelle planétaire. Cela ne justifie toutefois en rien l'exemption accordée aux compagnies maritimes quant aux limites normales imposées aux entreprises par le Bureau de la concurrence.

En tant que membre de la coalition contre la crise des conteneurs, nous n'avons pas cessé de demander au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership et d'aider notre pays à avoir accès à un service de livraison par conteneurs concurrentiel. Nous demandons que le gouvernement entreprenne immédiatement une enquête en vertu de l'article 49 de la Loi sur les transports au Canada afin d'examiner les facteurs contribuant à la perturbation actuelle des opérations de conteneurs et de mieux orienter les changements législatifs et réglementaires requis pour remédier à ces défaillances du point de vue concurrentiel.

Deuxièmement, nous demandons au gouvernement de nommer un commissaire responsable de la chaîne d'approvisionnement qui dirigera le nouveau groupe de travail industrie-gouvernement permettant de rassembler les divers intervenants pour déterminer les mesures à prendre dans l'immédiat afin d'atténuer les perturbations actuelles de la chaîne d'approvisionnement, notamment en ce qui a trait à l'expédition par conteneurs.

• (1545)

Ces deux mesures sont essentielles pour que nous puissions déterminer sans tarder les solutions à mettre en œuvre afin de remédier au piètre service qui nous est offert. Elles nous aideront à tourner la page en mettant fin à une situation où il nous est impossible d'honorer nos engagements envers nos clients et qui nous a fait perdre notre avantage concurrentiel en raison d'une tarification discriminatoire. Nous souhaitons en arriver à une conjoncture permettant à tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement d'améliorer leur rendement...

Le président: Je vous prie de m'excuser, monsieur Innes. Vous en êtes à cinq minutes, et je sais que mes collègues aimeraient pouvoir discuter avec vous.

Nous allons maintenant entendre M. Comeau pour une période de cinq minutes, avant de passer aux questions des membres du Comité.

M. Dennis Comeau (directeur général, Top Shelf Feeds Inc.): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de nous donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Dennis Comeau et je suis directeur général de Top Shelf Feeds, le dernier fabricant d'aliments pour animaux encore en opération sur l'île de Vancouver.

Commençons par quelques informations qui vous permettront de mieux comprendre qui nous sommes et quel rôle nous jouons au sein de la communauté agricole. Nous offrons nos services à quelque 135 exploitations agricoles de Victoria jusqu'à Port Alberni, en passant par les îles Gulf. Nous approvisionnons également nos quatre magasins de vente au détail, de Langford jusqu'à Powell River. Nous avons dû surmonter de nombreuses difficultés depuis la création de l'entreprise en 1973. Notre entreprise locale a ainsi dû composer avec des grèves du rail, la grippe aviaire, des grèves des services de traversier, des blocus ferroviaires et un marché en décroissance en raison d'un manque d'usines de transformation sur l'île de Vancouver.

Les choses sont devenues plus difficiles pour nous il y a sept ans lorsqu'on a mis fin au service ferroviaire qui passait directement par nos installations. Depuis, nos clients et nous-mêmes attendons patiemment que des décisions soient prises pour que le transport ferroviaire de marchandises soit rétabli sur l'île de Vancouver.

On nous livre actuellement environ 2 000 tonnes de céréales brutes par mois dans une installation de triage de Nanaimo, à 45 minutes de notre usine. Nous transbordons ces céréales dans l'un de nos camions pour les ramener à notre usine de Duncan où elles sont transformées. Nous recevions auparavant huit wagons par période de cinq jours directement à Duncan; nous sommes maintenant limités à quatre ou cinq wagons par semaine au centre de triage de Nanaimo.

Pour vous donner une idée, je vous dirais que nous produisons environ 140 tonnes de céréales transformées par jour. Nous déchargeons un seul wagon par jour, ce qui peut nous prendre jusqu'à neuf heures. Comme un wagon peut contenir seulement entre 80 et 90 tonnes de céréales brutes, il nous en manque une cinquantaine de tonnes pour notre production quotidienne. Pour combler ce manque, nous avons recours à des camions qui viennent de la vallée du bas Fraser, de l'Alberta et de la Saskatchewan. L'augmentation du prix du carburant et les problèmes de disponibilité des camions font grimper en flèche nos frais de transport.

Par ailleurs, les prix des matières premières n'ont jamais été aussi élevés et continuent de causer des difficultés aux producteurs assujettis à un système de quotas. La situation est particulièrement précaire pour les éleveurs de poulet du fait que le prix des aliments pour volailles a tendance à fluctuer mensuellement, alors que le prix payé à l'éleveur n'est rajusté qu'annuellement. Le problème est le même dans l'industrie laitière étant donné la fluctuation mensuelle du coût des intrants. Certains exploitants de fermes, de kiosques maraîchers et de marchés locaux sont touchés directement et se demandent s'ils ne devront pas mettre fin à leurs opérations.

D'autre part, nous avons pu observer une augmentation de nos ventes au détail au début de la pandémie, notamment du fait que certaines exploitations agricoles ont repris leurs activités pour assurer un approvisionnement alimentaire stable sur le marché local. Nous avons aussi vu certains achats dictés par la panique qui ont entraîné un ralentissement des ventes pendant les mois qui ont suivi. Pour ce qui concerne les pénuries de main-d'œuvre, nous avons pu constater le taux de roulement habituel pour les postes de premier échelon, mais nos cadres ont pris toutes les précautions nécessaires et bien suivi les directives gouvernementales de telle sorte que chacun puisse demeurer en santé dans un milieu de travail sûr. Seulement deux cas de COVID-19 ont été signalés parmi nos 50 employés à temps plein.

Nous sommes de tout cœur avec les agriculteurs, les familles et les entreprises touchés par les inondations en 2021. Top Shelf Feeds a pris part à des rencontres quotidiennes de coordination réunissant les fabricants d'aliments, les experts du transport et les instances gouvernementales pour faire en sorte que toutes les exploitations agricoles de notre île puissent demeurer en production pendant cette période très pénible. Au nom de toutes nos familles agricoles, nous tenons à remercier tous ceux qui ont fait le nécessaire pour que les céréales continuent d'être acheminées, ce qui a permis à notre usine de continuer à produire au maximum de ses capacités.

En terminant, notre entreprise tient à remercier les éleveurs et les producteurs de l'île de Vancouver pour leur soutien indéfectible. Nous demandons au gouvernement de continuer à reconnaître l'importance de notre communauté agricole, ici sur l'île de Vancouver. Nous comptons bien poursuivre nos efforts pendant de nombreuses années encore pour nourrir la population croissante de notre région.

Merci beaucoup.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Comeau.

M. Barlow a maintenant la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. John Barlow: Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins pour leur exposé et leur participation à notre séance d'aujourd'hui.

Monsieur Innes, je veux d'abord m'adresser à vous, car vous avez mis en lumière le contraste plutôt frappant entre le Canada et les États-Unis pour ce qui est de la gestion de la crise des conteneurs et des problèmes de la chaîne d'approvisionnement.

Je souligne à ce titre que l'administration américaine a soumis les compagnies maritimes à des restrictions assez rigoureuses. On a d'abord nommé un grand responsable du transport maritime et imposé des amendes plutôt salées pour les conteneurs vides. On construit de nouvelles installations pour le chargement des conteneurs au port d'Oakland et on vient d'adopter une nouvelle loi pour la réforme du transport maritime. En outre, le Président a parlé dans son discours sur l'état de l'Union de l'augmentation des tarifs du transport maritime pendant la pandémie et des mesures que l'on comptait prendre pour remédier à la situation.

En comparaison, nous avons fait très peu de choses ici au Canada. Vous avez mentionné — et je sais que nous appuyons cette mesure — une enquête en vertu de l'article 49 de la Loi sur les transports au Canada et la nomination d'un commissaire responsable de la chaîne d'approvisionnement, mais rien de tout cela n'a été fait.

Avez-vous pu discuter avec le gouvernement pour savoir pour quelles raisons ces mesures n'ont pas été prises? Où est-ce que cela nous situe quant à notre capacité de soutenir la concurrence de nos voisins du Sud?

● (1550)

M. Brian Innes: Merci beaucoup pour la question.

Comme vous l'avez mentionné, je pense que nous pouvons soutenir la concurrence de tous les pays du monde pour autant que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. Ce n'est malheureusement pas ce que nous pouvons observer actuellement. Nous avons fait part de ces préoccupations à des représentants du gouvernement et même à des ministres.

Quant à savoir quel genre de réponse nous obtenons, je vous dirais que l'on s'est engagé lors du sommet des transports à établir un groupe de travail. Nous aimerions beaucoup que cela puisse se concrétiser en portant une attention particulière aux compagnies qui font du transport de conteneurs étant donné les mesures importantes prises par les États-Unis.

Si ces enjeux ne sont pas portés à l'attention du public et si des mesures ciblées ne sont pas prises au Canada, les compagnies maritimes vont tout simplement continuer à faire comme si de rien n'était. Nous en ressentons les effets sur les prix et les services que l'on nous offre, ce qui mine notre capacité concurrentielle.

M. John Barlow: Vous avez parlé du sommet sur la chaîne d'approvisionnement. Je sais que Soy Canada et les autres membres de la coalition contre la crise des conteneurs ont publié un communiqué pour réclamer une analyse et une évaluation rapides des chaînes d'approvisionnement en indiquant les principaux éléments à cibler.

J'ai deux questions à vous poser. Premièrement, est-ce que l'évaluation demandée a été faite ou mise en marche? Deuxièmement, est-ce que le gouvernement vous a indiqué les motifs pour lesquels un commissaire responsable de la chaîne d'approvisionnement n'a pas encore été nommé, une enquête en vertu de la Loi sur les transports au Canada n'a pas encore été ouverte, et cette évaluation n'a pas encore été menée à terme ou même entreprise? Vous a-t-il fourni des échéanciers à cet égard?

M. Brian Innes: Nous n'avons aucune indication quant aux raisons pour lesquelles une enquête n'a pas encore été lancée, un commissaire n'a pas été nommé ou une équipe de travail n'a pas été mise sur pied. Nous aimerions bien pouvoir comprendre pourquoi il en est ainsi. C'est un problème complexe, mais il est bien évident que la coopération avec nos alliés internationaux est essentielle lorsqu'il s'agit d'imposer aux compagnies maritimes des mesures visant à favoriser la concurrence.

Il persiste une certaine ambiguïté au Canada quant à savoir si ces conférences maritimes ou ces alliances que nous voyons maintenant sont assujetties aux règles du Bureau de la concurrence. Malheureusement, notre gouvernement ne l'a pas encore établi clairement.

M. John Barlow: Madame Ventin, votre organisation a été l'une de celles qui ont signé une déclaration commune demandant au gouvernement de ne pas aller de l'avant avec les restrictions imposées aux camionneurs, ce qu'il a tout de même fait.

Il est maintenant question de l'imposition d'exigences interprovinciales au moment même où la plupart des provinces et des autres pays lèvent leurs restrictions et leurs exigences. On semble donc aller à l'encontre de ce qui se fait partout ailleurs. Quelles sont les répercussions des exigences imposées aux camionneurs pour les intervenants de votre industrie, et dans quelle mesure seraient-ils touchés par l'application de nouvelles restrictions interprovinciales?

Mme Carla Ventin: Je vous remercie de cette question.

Tout d'abord, je tiens à dire, à l'instar de M. Innes et de M. Co-mreau, que nous avons tous besoin de faire circuler nos ingrédients,

nos matières premières et nos produits à l'intérieur et à l'extérieur du pays, de même qu'à travers le pays. Le rail, les conteneurs et les camionneurs sont tous essentiels dans le réseau intégré de la chaîne d'approvisionnement.

Oui, nous étions très préoccupés par l'obligation vaccinale pour les camionneurs. Il y a déjà une grave pénurie de camionneurs au Canada, ce qui témoigne de la dimension humaine de notre infrastructure essentielle.

Je dirais simplement que l'obligation vaccinale pour les camionneurs a compliqué davantage la livraison transfrontalière de produits alimentaires. La plupart de nos produits sont livrés par camion, ainsi que dans des conteneurs, par rail, et nous avons donc été confrontés à un problème plus important à cause des pénuries et des hésitations. C'était lié, je pense, à l'hésitation individuelle des camionneurs qui ne se sentaient pas à l'aise de se faire vacciner, mais également aux barrages au Canada. Ce que nous entendons, c'est qu'ils hésitaient à franchir la frontière parce qu'ils ne voulaient pas être interceptés, et l'infrastructure commerciale du Canada ne leur inspirait pas confiance...

M. John Barlow: Je suis désolé, madame Ventin. Je n'ai le temps que pour une question très rapide.

Plusieurs groupes de fabricants et d'intervenants ont proposé un programme d'urgence pour les travailleurs étrangers, mais votre groupe n'y a pas souscrit. Y a-t-il une raison à cela?

Mme Carla Ventin: Ce n'est absolument pas le cas. Les enjeux liés à la main-d'œuvre sont une très grande préoccupation pour nous. Nous soutenons sans réserve l'augmentation du plafond, ainsi que d'autres initiatives visant à faire venir plus de main-d'œuvre.

Merci.

• (1555)

M. John Barlow: Merci.

[Français]

Le président: Merci, madame Ventin et monsieur Barlow.

Mme Taylor Roy a maintenant la parole pour six minutes.

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être ici aujourd'hui. Il s'agit manifestement d'une question très importante pour nous tous.

Madame Ventin, votre organisation est la plus importante dans le domaine des aliments, des boissons et des produits de consommation au Canada depuis 1959, et vous jouez à ce titre un rôle important. Je crois que votre organisation a comparu devant nous en 2012, et vous êtes de nouveau ici aujourd'hui. Je me demande comment la chaîne d'approvisionnement a changé depuis 2012, et combien des problèmes actuels que nous constatons sont d'ordre situationnel.

Au début, vous avez mentionné diverses choses, dont la COVID, le variant Omicron, les inondations et les barrages illégaux à la frontière. Dans quelle mesure pensez-vous que ces problèmes sont conjoncturels et dans quelle mesure pensez-vous qu'ils sont structurels?

Mme Carla Ventin: En fait, je pense que la chaîne d'approvisionnement est plus intégrée. Il y a beaucoup de défis d'ordre structurel. Nous devons moderniser l'infrastructure. Nous devons investir non seulement dans l'infrastructure matérielle, mais aussi dans l'infrastructure humaine, c'est-à-dire les gens, y compris les camionneurs qui aident à transporter les produits à travers le pays.

Il ne faut pas sous-estimer la gravité des effets des problèmes situationnels — y compris la COVID, le variant Omicron, les inondations et les barrages — sur la capacité de production de nos entreprises membres, ainsi que les conséquences à travers le pays, notamment pour notre réputation internationale, ce qui, à mon avis, a provoqué d'autres perturbations dans la chaîne d'approvisionnement actuelle au Canada.

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

Vous avez mentionné l'infrastructure humaine dans votre réponse et dans votre déclaration liminaire. Vous avez également mentionné que vous aimeriez attirer et garder les gens qui vivent ici au Canada dans vos collectivités.

Que pensez-vous que l'industrie puisse faire pour attirer et garder les gens dans l'industrie, du secteur du transport au secteur de la transformation?

Mme Carla Ventin: L'infrastructure humaine concerne en fait le soutien aux travailleurs: il s'agit de veiller à ce qu'ils acquièrent les bonnes compétences, aient accès à des services de garde d'enfants, à du soutien en matière de santé mentale, etc. Comment pouvons-nous attirer et maintenir en poste les travailleurs? Que peuvent faire les entreprises? Nous avons plusieurs exemples d'entreprises membres qui doivent gérer leurs propres transports en commun, leurs propres autobus, afin d'amener les gens à leurs installations.

Par ailleurs, nous avons des entreprises qui établissent des contacts directs avec les centres pour nouveaux arrivants, par exemple. Nous avons une entreprise au Nouveau-Brunswick, Crosby Molasses, qui a contacté directement un centre pour nouveaux arrivants dans sa ville et a fait venir des gens dans ses installations. Beaucoup de gens ont pu trouver de l'emploi. Ils ont vraiment tendu la main, établi des contacts directs et aidé les gens à s'intégrer dans la collectivité.

Mme Leah Taylor Roy: Je suis sûre que vous êtes au courant du Programme national de garde d'enfants que notre gouvernement est en train de négocier avec toutes les provinces. Pensez-vous que ce sera avantageux pour vos entreprises membres?

Mme Carla Ventin: Absolument. Je pense que ce sera avantageux pour mes entreprises membres, et probablement aussi pour la plupart des Canadiens à travers le pays — les femmes, les hommes et les familles.

Mme Leah Taylor Roy: Merci beaucoup.

Monsieur Innes, je sais que vous avez une vaste expérience de l'industrie qui dépasse le cadre de Soy Canada. Vous parlez beaucoup de la chaîne de valeur. Dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, comment Soy Canada s'y prend-elle pour rester concentrée sur ce qui importe aux clients canadiens et pour livrer ces produits?

M. Brian Innes: Merci beaucoup.

En tant qu'association, nous essayons notamment de rapprocher tous ceux qui interviennent dans la fabrication de notre produit avec le client, et de veiller à ce que l'information circule bien du semencier au producteur, au transformateur, à l'exportateur, au client et in-

versement. Nous nous efforçons notamment d'établir des liens avec nos clients.

Justement, cette semaine, nous avons participé à une mission avec nos clients japonais, ce qui nous a permis de communiquer directement avec eux et de leur expliquer ce qui se passe dans la chaîne d'approvisionnement. Nous avons parlé un peu des problèmes de conteneurs qui nous ont empêchés de leur livrer nos produits à temps. Ce contact nous a été très utile. Ce soir, nous allons nous connecter avec certains de nos clients asiatiques plus au sud, à Singapour, en Malaisie et en Indonésie. Il est très utile pour notre organisation de réunir tous ces éléments de la chaîne de valeur pour qu'ils puissent se parler.

Par exemple, un producteur ne sait peut-être pas que nous n'avons qu'une seule option pour expédier notre soya vers l'est de la Malaisie et que, parfois, la compagnie de transport par conteneurs ne nous donne même pas...

● (1600)

Mme Leah Taylor Roy: Désolée de vous interrompre, mais je veux poser une question de suivi et mon temps est limité.

Lorsque vous parlez à ces clients, surtout ceux qui se trouvent à... Comme vous l'avez dit, la plupart de vos produits sont exportés. Est-ce que les clients entendent parler de problèmes similaires de la part de producteurs d'autres parties du monde, ou est-ce que c'est unique au Canada?

M. Brian Innes: La perturbation des chaînes d'approvisionnement est un problème mondial, et les pratiques anticoncurrentielles des compagnies maritimes qui limitent notre service sont aussi mondiales. Malheureusement, comme nous l'avons illustré dans l'exemple des prix, les effets ne sont pas toujours égaux. Tout le monde connaît des difficultés, mais les nôtres sont pires que celles de nos principaux concurrents, les fournisseurs américains de soya.

Mme Leah Taylor Roy: Merci beaucoup.

[Français]

Le président: Merci, madame Taylor Roy et monsieur Innes.

Monsieur Perron, c'était votre anniversaire hier.

[Traduction]

Joyeux anniversaire en retard, mon ami.

C'est à vous.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Je vous remercie, monsieur le président. C'est très gentil de votre part. Je vais profiter de cette réunion du Comité pour célébrer. J'attends d'ailleurs une chanson à la fin de la réunion.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui pour cette très importante étude.

J'aimerais poursuivre avec M. Innes.

À la fin de votre allocution de cinq minutes, j'ai senti que vous aviez manqué d'un peu de temps. J'aimerais vous donner l'occasion d'exposer rapidement et d'expliquer davantage les deux solutions concrètes que vous avez mentionnées.

M. Brian Innes: Je vous remercie beaucoup de votre question.

À la fin de mon allocution, j'avais l'intention de dire que, au Canada, l'industrie du soya peut demeurer concurrentielle sur la scène mondiale avec n'importe quel pays. Le problème que nous avons en ce moment, c'est que nous n'avons pas de chances égales.

Nous avons deux solutions pour l'instant. Premièrement, une enquête pourrait être lancée en vertu de l'article 49 de la Loi sur les transports au Canada. Le ministre a le pouvoir de lancer une enquête susceptible d'éclairer la situation à laquelle nous faisons face actuellement.

Deuxièmement, on pourrait mettre sur pied le groupe de travail annoncé lors du sommet sur le transport, de la fin de janvier. Il est très important que ce groupe de travail puisse se concentrer sur les défis que pose la congestion des conteneurs pour la chaîne d'approvisionnement, car la situation est grave, même pour les exportateurs au Québec. L'industrie du soya est très fière au Québec. Elle comprend des entreprises qui sont des chefs de file mondiaux. Malheureusement, même si nous sommes à moins d'une heure du port de Montréal, le service nécessaire pour acheminer les produits sur le marché mondial est très limité.

M. Yves Perron: Comment expliquez-vous l'énorme différence d'augmentation de prix entre les États-Unis et le Canada?

Certains témoins nous ont parlé de l'éventualité de lever la dérogation imposée aux entreprises qui assurent le transport par conteneurs.

En lien avec la Loi sur la concurrence, pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne piste?

M. Brian Innes: Oui.

Nous croyons que, quelles que soient ces entreprises, elles doivent toutes suivre les règles du Bureau de la concurrence. Il y a un manque de clarté au Canada quant à savoir si les alliances mondiales sont assujetties aux règles et au pouvoir du Bureau de la concurrence.

Dans notre secteur, l'industrie est concurrentielle. Parfois, des exportateurs se battent, mais cela se fait dans un esprit de concurrence. Nous ne voyons pas ce genre de concurrence au port de Montréal, par exemple, où une entreprise contrôle 70 % des parts du marché des conteneurs.

Il est très important pour notre industrie que tous les acteurs suivent les mêmes règles, et le Bureau de la concurrence doit avoir la capacité de surveiller ces alliances mondiales de transport.

• (1605)

M. Yves Perron: D'accord.

Concrètement, que peut faire le gouvernement?

S'agit-il pour lui de simplement lancer une enquête sur la concurrence? Y a-t-il d'autres pistes?

M. Brian Innes: La question, pas seulement pour le gouvernement, mais pour tous les députés qui établissent des règles et des lois, est de savoir si les conférences maritimes sont assujetties à la Loi sur la concurrence.

Voilà une question qu'il est très important de clarifier. Si cela arrive, cela va aider à promouvoir un environnement plus concurrentiel.

M. Yves Perron: D'accord. Merci.

Vous avez aussi mentionné l'idée de nommer un commissaire à la chaîne d'approvisionnement. Plusieurs témoins nous en parlent.

Nous craignons qu'un tel commissaire ait peu de pouvoir, se contente de déposer des rapports et crée une structure supplémentaire.

Ne pensez-vous pas que les tâches pourraient être accomplies par un ministre responsable, par exemple, ou une personne qui devrait rendre des comptes?

M. Brian Innes: C'est une bonne question.

Pour nous, ce qui est très important, c'est le pouvoir de rassembler des intervenants et celui de produire des rapports faisant état de la situation et proposant des solutions.

Nous pensons qu'un commissaire à la chaîne d'approvisionnement qui aurait ces pouvoirs du ministre serait utile. Les ministres peuvent aussi faire la même chose s'ils ont assez de pouvoir. Pour nous, il est important que quelqu'un ait la capacité et le pouvoir de rassembler les intervenants et de formuler des recommandations pour améliorer la situation.

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Madame Ventin, je vais procéder rapidement, parce qu'il ne me reste pas beaucoup de temps. Je vous poserai d'autres questions tantôt.

Vous avez parlé d'une augmentation de 25 % des amendes imposées par les épicerie et vous avez fait référence à la mise en place d'un code de conduite pour les détaillants en alimentation.

Pouvez-vous expliquer brièvement ce point?

[Traduction]

Mme Carla Ventin: Certainement. Merci.

Je vous sais gré d'avoir préconisé, hier, devant la Fédération canadienne de l'agriculture, l'adoption d'un code de conduite obligatoire pour les épicerie, et ce, rapidement.

L'augmentation de 25 % des amendes ne concerne pas seulement les fabricants de produits alimentaires. J'ai parlé à de nombreux agriculteurs également. Ils ont des produits à livrer, à mettre sur les étagères d'une épicerie, et il se peut qu'ils soient un peu en retard, un peu en avance, qu'ils n'atteignent pas exactement le taux de remplissage. Des pénalités très élevées sont par conséquent imposées aux fournisseurs de toutes tailles. Il est important de noter que cela n'arrive pas seulement aux petites entreprises et aux petits fournisseurs, mais aussi aux grandes entreprises.

[Français]

Le président: Merci, madame Ventin et monsieur Perron.

M. MacGregor a maintenant la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Comeau, de Top Shelf Feeds, je vais m'adresser à vous. Je suis ravi que vous soyez parmi nous aujourd'hui et que vous nous apportiez le point de vue important de l'île de Vancouver. Votre entreprise est en activité depuis plusieurs décennies maintenant. Je pense que vous avez très clairement souligné le grand nombre de fermes de notre île qui dépendent de ce réseau de transport bien géré.

Je me demande si vous pourriez donner au Comité une idée de quelques-unes des difficultés particulières que votre entreprise doit affronter, étant donné qu'elle est située sur l'île — des difficultés qu'une entreprise du continent ne connaîtrait pas, par exemple.

M. Dennis Comeau: Je vous remercie beaucoup de cette question.

En effet, nos principaux coûts actuels sont liés à l'infrastructure mise en place pour une installation de transbordement située à 45 minutes de l'usine. Le camionnage est très coûteux. On nous impose également des frais de surestarie pour les wagons qui restent sur l'île et que nous ne pouvons pas décharger en temps voulu. Au cours de la dernière année, pour les services ferroviaires, je crois que nous n'avons pas eu un seul dollar de surestarie. Dernièrement, nous voyons des factures de surestarie pouvant atteindre 5 500 \$ en un mois. Les retards dans le déchargement des wagons, ce qui en retarde le retour dans la chaîne d'approvisionnement, nous font du tort, ainsi qu'à d'autres entreprises.

C'est très coûteux sur le plan de l'entretien. Notre équipe d'entretien est affectée à l'usine, mais lorsqu'un problème survient à 45 minutes de là, nous pouvons perdre notre équipe d'entretien à l'usine pendant une demi-journée.

L'approvisionnement n'est pas un problème. Notre volume et nos contrats couvrent une période assez longue. Le 1^{er} avril de cette année, la barge sera immobilisée pendant deux semaines pour des travaux d'entretien. Nous allons donc stocker beaucoup de céréales sur l'île de Vancouver pendant les deux ou trois semaines où la barge sera immobilisée. Les frais de surestarie que cela va entraîner seront élevés. Les wagons seront immobilisés pendant un certain temps.

M. Alistair MacGregor: Dans votre déclaration liminaire, vous avez évoqué la situation de Vancouver, coupée du reste du pays lors des inondations catastrophiques, mais vous avez dit que votre entreprise avait pu poursuivre ses activités.

Pouvez-vous nous donner quelques détails supplémentaires sur les plans d'urgence que vous aviez mis en place pour y parvenir? C'était assez catastrophique pour de nombreuses entreprises.

• (1610)

M. Dennis Comeau: En fait, tout s'est déroulé parfaitement pour nous. La tempête est arrivée à un moment où nous avions un certain nombre de wagons entreposés dans une cour de Nanaimo. Nous pensions que le service ferroviaire serait peut-être rétabli en deux ou trois semaines. Le plus difficile, c'est que les céréales que nous n'avons pas, que nous avons mises en réserve au port pour nous permettre de tenir le coup, n'ont pas pu être ramassées, car les usines d'aliments pour animaux du continent utilisent la plupart des camions du Lower Mainland. Nous avons en fait une partie de cette commande qui attend toujours d'être ramassée. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de le faire.

Nous avons suffisamment de céréales en réserve. Cela a été une vraie bénédiction pour traverser cette période, et nous avons fait tout ce que nous pouvions pour aider les usines d'alimentation du continent.

M. Alistair MacGregor: Vous parliez de certains des coûts plus élevés que votre entreprise doit maintenant assumer, comme les coûts de transport, alors que ce n'était pas le cas il y a quelques années. La sécurité alimentaire de l'île de Vancouver a toujours été un sujet important, et les marges de nombreuses exploitations agricoles sont, bien sûr, assez serrées.

Pouvez-vous nous dire comment se déroulent certaines de vos discussions avec les producteurs locaux de l'île de Vancouver et comment l'augmentation des coûts a réellement affecté leur capacité de rester viables et de contribuer à la sécurité alimentaire de l'île de Vancouver?

M. Dennis Comeau: Merci.

Nous recevons des appels téléphoniques toutes les semaines, ou tous les jours, concernant les augmentations de prix, et la plupart des augmentations de prix récentes étaient dues aux prix des matières premières. Nous faisons très attention, lors de l'achat de nos ingrédients, de ne pas prendre des contrats trop longs, au cas où les prix seraient revus à la baisse.

Nous avons des préoccupations. Certaines exploitations ont fait appel au ministre de l'Agriculture de la province pour les protéger de l'insolvabilité. Je pense que certains producteurs de l'île sont sur le point de fermer, car le coût des intrants alimentaires devient trop élevé et la rentabilité de l'élevage de poulets n'est pas au rendez-vous.

Je pense que le gouvernement doit intervenir un peu plus auprès de la commission de commercialisation et des transformateurs. Ceux de l'île ont besoin d'aide, et le transport coûte très cher.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Cela m'amène à ma dernière question, pour la minute qu'il me reste.

Vous avez parlé du gouvernement provincial et de la façon dont les exploitations agricoles locales l'abordent. Sachant que le gouvernement fédéral a manifestement compétence en matière de transport, qu'il travaille avec les provinces et que la compétence en matière d'agriculture est partagée, est-ce que vous avez des recommandations concrètes à inclure dans notre rapport au gouvernement pour qu'il puisse y donner suite par l'adoption de politiques?

M. Dennis Comeau: Top Shelf Feeds préconise vivement le retour du rail. Si nous pouvons convaincre quelqu'un au fédéral de faire comprendre à la province qu'il faut rétablir le rail à Duncan, je pense que les coûts pour l'utilisateur final s'en trouveront réduits. Je dirais que c'est pour cela que nous allons nous battre au cours des prochaines années.

M. Alistair MacGregor: Merci.

[Français]

Le président: Merci, messieurs MacGregor et Comeau.

M. Falk a maintenant la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Merci beaucoup.

Je remercie tous les témoins de s'être joints à nous aujourd'hui.

Monsieur Innes, j'aimerais commencer par vous. Vous avez parlé d'un commissaire à la chaîne d'approvisionnement que le ministre aurait habilité, si un tel commissaire avait été nommé. Entretemps, la table ronde sur la chaîne de valeur a été démantelée. Est-ce que, d'après vous, cette table ronde aurait pu remplir le rôle d'un commissaire?

M. Brian Innes: Je vous remercie de votre question.

Ce que nous constatons, c'est qu'il est vraiment important d'avoir une discussion complète et ciblée avec un commissaire qui est habilité et avec les bons intervenants qui se concentrent sur la situation actuelle. Nous avons organisé différentes tables rondes dans le passé. Je pense que ce qui est vraiment important dans la situation actuelle, c'est que le commissaire se consacre à la situation en question. Les tables rondes passées n'ont pas toujours été axées sur les défis du moment.

Le transport par conteneurs nous pose un sérieux problème. Nous avons trouvé encourageant que le Groupe des cinq, dont fait partie le Canada, prenne des mesures la semaine dernière pour transmettre des renseignements sur les activités de transport international.

Un champion du transport maritime ou un commissaire à la chaîne d'approvisionnement serait en mesure de réunir les bonnes agences gouvernementales, les bonnes parties prenantes — internationales et canadiennes — afin de discuter en profondeur et de parvenir à un résultat.

• (1615)

M. Ted Falk: Je vous remercie.

À la Chambre des communes, mon collègue Damien Kurek, député de Battle River—Crowfoot, a laissé entendre que la réduction obligatoire de 30 % des engrais azotés aurait des répercussions profondes sur les agriculteurs. Dans sa réponse, la ministre de l'Agriculture a indiqué qu'elle parle constamment aux agriculteurs et qu'ils sont d'accord avec la réduction de l'utilisation de l'azote.

D'après votre expérience — et je suis sûr que vous discutez avec les producteurs tout le temps vous aussi —, êtes-vous d'accord pour dire que vos agriculteurs seraient favorables à une réduction de la quantité d'azote disponible pour leurs cultures?

M. Brian Innes: Merci de poser la question, monsieur Falk.

Il ne fait aucun doute, lorsque nous regardons le Manitoba, que nos cultivateurs pratiquent différentes cultures: maïs, soja, canola et blé. Dans la vallée de la rivière Rouge, il y a un écosystème très varié qui offre beaucoup d'options aux cultivateurs, ce qui est formidable. Lorsque la rotation arrive au soja, l'utilisation d'engrais azotés n'est pas nécessaire. Le soja fait partie de la rotation des cultures, et les cultivateurs doivent faire pousser différentes plantes pour avoir un écosystème sain et pour gérer le risque.

Les cultivateurs cherchent sans aucun doute des moyens de rendre cette rotation des cultures aussi durable, résiliente et gérable qu'ils le peuvent au fil du temps, et les engrais azotés contribuent au rendement d'autres cultures — pas à celui du soja, car nous n'avons pas besoin d'ajouter d'azote, contrairement à d'autres cultures.

Je pense que vous avez posé une bonne question. Les cultivateurs cherchent certainement à rendre leurs activités viables à long terme. Il est difficile pour les cultivateurs de répandre moins d'azote même s'ils veulent contribuer à une agriculture durable.

Il est vraiment question de produire plus avec moins et d'être responsables à long terme.

M. Ted Falk: Je vois. Les producteurs de haricots dans ma région font habituellement une rotation de cultures. Puisque vous discutez régulièrement avec ces cultivateurs, je me demandais s'ils s'étaient prononcés là-dessus. Je vous remercie de cette réponse.

Madame Ventin, j'aimerais vous poser quelques questions, si vous le permettez. Vous avez dit qu'il y a une pénurie de main-

d'œuvre et que le coût de la main-d'œuvre a augmenté d'environ 16 %. Pouvez-vous en parler un peu plus?

Mme Carla Ventin: Bien sûr. Je vous remercie de poser la question. Je suis heureuse que deux de nos entreprises membres, Lactalis et Burnbrae Farms, se trouvent dans votre circonscription.

À propos de la pénurie de main-d'œuvre, le coût a effectivement augmenté. Différents facteurs entrent en ligne de compte. Nous savons que les fabricants de produits alimentaires ont haussé considérablement leurs salaires pendant la pandémie, à hauteur de 16 %. C'est beaucoup plus que d'autres fabricants. L'absentéisme entraîne de nombreux coûts, à titre d'exemple, lorsque le taux augmente à 20 %. Lorsqu'une personne ne se présente pas à son quart de travail, il faut parfois arrêter la chaîne de production, faire venir d'autres travailleurs, appeler des gens, trouver des remplaçants et ainsi de suite.

De plus, on est préoccupé lorsque des travailleurs ne se présentent pas pour d'autres raisons...

[Français]

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, mais il ne vous reste plus de temps, madame Ventin.

Je vous remercie, monsieur Falk.

[Traduction]

Mme Carla Ventin: Merci.

[Français]

Le président: C'est maintenant au tour de M. Louis.

Vous avez la parole pour cinq minutes, monsieur Louis.

[Traduction]

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins de s'être joints à nous aujourd'hui. C'est une discussion importante.

Madame Ventin, je veux reprendre où mon collègue s'est arrêté. Vous avez utilisé le mot « absentéisme » à deux reprises. Vous avez également parlé de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, de pénuries de main-d'œuvre et de l'augmentation des coûts. Tout cela se rapporte vraiment aux pénuries de main-d'œuvre. Nous parlons de la santé et de la sécurité de nos travailleurs. Pendant la pandémie, de nombreuses mesures sont prises et le gouvernement fédéral offre beaucoup de soutien pour que les travailleurs soient au rendez-vous, pour qu'ils puissent se mettre au travail et poursuivre leurs activités. Je remercie tout le monde dans toute la chaîne d'approvisionnement de nous avoir permis de nous nourrir tout au long de la pandémie.

Pouvez-vous parler de certaines des leçons que nous avons apprises, surtout dans le système de traitement où des employés sont regroupés? Comment pouvons-nous faire en sorte qu'à l'avenir, lorsque la pandémie sera terminée, nous pourrions encore assurer la santé et la sécurité des travailleurs? Comme vous l'avez dit, un taux d'absentéisme qui atteint 20 % vous coûte très cher. Il perturbera les chaînes d'approvisionnement, ce qui pose problème. Que pouvons-nous retenir des leçons apprises au cours des deux dernières années? Comment pouvons-nous assurer la santé et la sécurité des travailleurs?

• (1620)

Mme Carla Ventin: Bien sûr. C'est très important. Je pense que beaucoup de mesures prises sont permanentes, comme le disent sans aucun doute nos entreprises membres. Qu'il s'agisse de la nouvelle disposition des installations, de l'ajout d'exigences de santé et de sécurité, d'un espacement différent ou d'un plus grand nombre de formations et de mesures de sécurité, ces mesures sont toutes extrêmement importantes. On comprend maintenant mieux le soutien dont les travailleurs ont besoin du point de vue de la santé mentale. Nous voyons des entreprises intervenir et offrir ces mesures de soutien, ainsi qu'un soutien à la maison. C'est pour cette raison que j'ai souligné la grande importance des services de garde.

Je crois que beaucoup de ces leçons apprises sont permanentes. D'après les entreprises avec qui j'ai parlé, ces choses ne vont pas disparaître. Elles vont se poursuivre. J'ajouterais ici que nous devons remercier les travailleurs essentiels. Ils n'ont jamais perdu le cap tout au long de la pandémie. Ils ont subi un stress énorme. Je pense qu'il est important de continuer de les soutenir.

Mon dernier point porte sur la souplesse et une réelle compréhension des travailleurs sur le plan individuel, une compréhension de leur vie familiale et des difficultés auxquelles ils font face. Je pense que c'est une importante leçon apprise: il faut percevoir humainement les travailleurs, individuellement, et faire preuve de la souplesse et de la compassion dont ils ont besoin ainsi que leur offrir le soutien dont ils ont besoin.

Merci.

M. Tim Louis: Je vous remercie de votre point de vue. Je conviens que nous devons apprendre des défis auxquels nous faisons face, et tout le monde peut prendre ces idées et les rendre permanentes.

Vous avez également mentionné deux fois le code de conduite des détaillants alimentaires. Je sais qu'une partie du problème dont nous parlons se rapporte au marché concentré, qu'il s'agisse des conteneurs ou peut-être du marché de détail. C'est hautement concentré, alors que cinq détaillants contrôlent environ 80 % du marché. Cela représente un énorme pouvoir d'achat face aux fournisseurs. On demande un environnement de détail équilibré et concurrentiel. Ce serait avantageux pour tout le monde dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de nos cultivateurs jusqu'à nos consommateurs. Un code de conduite appliqué à l'ensemble de l'industrie contribuerait à établir des pratiques d'affaires équitables et peut-être à stabiliser ce déséquilibre des pouvoirs.

Pouvez-vous donner le point de vue de votre organisation à ce sujet, sur la façon dont les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que le secteur privé peuvent collaborer pour donner suite à votre idée de code de conduite des détaillants alimentaires, sur la manière de l'appliquer selon vous et sur ses répercussions sur l'abordabilité et nos chaînes d'approvisionnement?

Mme Carla Ventin: Tout ce que vous avez dit est de la musique à nos oreilles. Depuis de nombreuses années — depuis que je suis ici, soit plus de 10 ans —, nous réclamons un code pour équilibrer la relation entre les grandes épiceries et les fournisseurs d'un bout à l'autre du Canada. Il y a plus d'un an, nous avons lancé un code canadien qui s'appuyait sur le modèle du Royaume-Uni, de concert avec Sobeys. C'était une importante initiative, car il s'est retrouvé à l'ordre du jour des réunions fédérales-provinciales-territoriales, ce qui était formidable selon moi.

Nous en avons besoin. On a également soulevé deux autres points. Ce n'est pas seulement pour les petits fournisseurs; c'est aussi pour les grands. Le code aiderait à atténuer l'inflation. Il assurerait et encouragerait l'innovation au Canada. Nous pouvons produire autant d'aliments que nous le voulons, mais si nous ne pouvons pas les avoir dans les rayons des épiceries d'une manière prévisible et rentable, les consommateurs ne pourront pas les obtenir. Nous sommes à 110 %.

La seule chose que je dirais à ce sujet, c'est qu'il faut que ce soit obligatoire. Il faut légiférer, une mesure exécutoire prise très rapidement.

[Français]

Le président: Je vous remercie, madame Ventin et monsieur Louis.

Je donne maintenant la parole à M. Perron pour deux minutes et demie.

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur le président.

Nous allons poursuivre, madame Ventin. Je suis content que M. Louis ait parlé du code. Nous allons pouvoir parler de main-d'œuvre.

J'aimerais que vous nous disiez ce dont vous avez besoin le plus rapidement possible. Avez-vous une ou deux recommandations à faire au gouvernement par rapport à la main-d'œuvre? Vous avez parlé de travailleurs étrangers, entre autres.

[Traduction]

Mme Carla Ventin: Oui, merci.

Nous devons reconnaître qu'il n'y a pas assez de Canadiens disposés à occuper ces emplois. La première chose à reconnaître est donc que nous avons besoin de travailleurs étrangers. Il est très important de l'admettre.

Nous devons faire venir des travailleurs de différentes façons. Nous devons accroître l'immigration économique. Nous devons élargir le Programme des travailleurs étrangers temporaires. Nous devons faire venir rapidement un plus grand nombre de ces travailleurs d'une façon rentable et avec un seuil plus élevé.

J'ai entendu parler de la difficulté, surtout pour les petites entreprises, d'assumer les coûts pour faire venir des travailleurs étrangers. Nous devons également nous y attaquer. J'ai entendu dire qu'il faut déboursier environ 1 000 \$. Je pense donc qu'il faut se pencher là-dessus.

De plus, je vais revenir aux observations de M. Barlow à la Fédération canadienne de l'agriculture hier. J'étais heureux de voir votre intérêt pour un projet de loi d'initiative parlementaire visant à renoncer à l'étude d'impact sur le marché du travail, car il faut comprendre que lorsque les entreprises peuvent embaucher quelqu'un dans la rue, c'est ce qu'elles font. C'est beaucoup plus simple. C'est beaucoup plus rentable. Vous devez avoir l'assurance qu'elles ne peuvent pas embaucher qui que ce soit au pays. Nous avons donc besoin d'aide pour faire venir ces personnes.

Enfin, les mesures prises par le gouvernement libéral sont très bonnes, mais nous devons y consacrer plus de ressources pour les appliquer plus rapidement, et pour faire les quelques autres choses dont j'ai parlé.

Merci.

• (1625)

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

D'autres témoins et d'autres groupes ont proposé qu'une politique d'investissement massif soit mise en place pour moderniser les infrastructures dans l'industrie agroalimentaire.

J'aimerais que vous nous parliez de ce besoin-là, en 30 secondes.

M. Brian Innes: Oui, certainement, nous voyons des occasions d'investir dans nos infrastructures, même s'il s'agit de voies ferroviaires vers la côte Ouest. Le port de Vancouver joue un rôle très important dans l'exportation de céréales, y compris le soya. Nous voyons des occasions d'investir dans la côte Est aussi. C'est très important de voir où l'on va produire plus de céréales, dans 10 ans, et d'avoir l'infrastructure en place pour le faire.

Le président: Merci, messieurs Perron et Innes.

Maintenant, la parole est à M. MacGregor pour deux minutes et demie.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Innes, je crois que je vais m'adresser à vous. Vous avez déjà parlé un peu des problèmes de votre secteur en ce qui a trait aux ports et aux conteneurs. Je pense que cela correspond en grande partie à ce que nous avons entendu. La personne nommée par le président Biden aux États-Unis pour examiner la situation aux ports a remarqué des problèmes similaires.

Comparativement à nous et à notre réseau de transport, la concurrence sait toujours quels avions sont en vol et pendant combien de temps ils sont au sol. C'est très transparent, tandis qu'avec notre système de transport, c'est souvent considéré comme des renseignements exclusifs. Ce n'est pas très transparent. Cela touche des circonscriptions comme la mienne où de gros vraquiers sont ancrés à ne rien faire et où rien ne semble bouger.

Vous vous êtes concentré sur la question des conteneurs, mais le gouvernement fédéral doit-il intervenir et remanier l'ensemble du système, d'une manière semblable à ce qui s'est fait au moyen du contrôle fédéral exercé sur le système de transport aérien, pour que le gros... Vous savez où je veux en venir; je parle de tout examiner.

M. Brian Innes: Je pense sans aucun doute que, lorsque nous examinons la chaîne d'approvisionnement, nous devons avoir une vision globale, car chaque chaîne d'approvisionnement possède ses propres nuances. La situation que j'ai décrite au sujet des conteneurs est attribuable aux graves problèmes auxquels nous faisons face. Nous croyons en un marché concurrentiel axé sur les activités commerciales, mais ce n'est pas le cas pour ce qui est des conteneurs compte tenu du regroupement qui a eu lieu.

Il ne faut pas nécessairement une planification centralisée, mais la même sorte de règles qui s'appliquent aux autres entreprises canadiennes devrait s'appliquer aux transporteurs maritimes qui nous tiennent en otage.

Nous devons examiner le système globalement, et j'aurais hâte de voir les détails d'éventuelles améliorations. Pour nous, rien n'indique qu'il faut une planification centralisée, mais nous voyons certainement des contraintes quand les pratiques concurrentielles ne font l'objet d'aucune surveillance.

M. Alistair MacGregor: Merci.

[Français]

Le président: Merci, messieurs MacGregor et Comeau.

Nous sommes arrivés à la fin des témoignages de ce groupe de témoins.

Au nom du Comité et de tous ses membres, je remercie les témoins de leurs témoignages aujourd'hui et du leadership dont ils font preuve dans le domaine de l'agriculture.

• (1630)

[Traduction]

Merci beaucoup.

N'allez pas trop loin. Nous allons passer au deuxième groupe de témoins dans un instant.

• (1630)

(Pause)

• (1630)

Le président: Chers collègues, nous allons commencer sans tarder. Je remercie notre équipe technique pour le changement rapide de témoins.

Je suis ravi de voir nos témoins à l'écran.

Nous accueillons aujourd'hui Mme Cammy Lockwood, la propriétaire-exploitante de Lockwood Farms. Bienvenue, madame Lockwood.

Nous avons aussi M. Al Mussell, qui est directeur de recherche à l'Institut canadien des politiques agroalimentaires et qui connaît bien le Comité. Monsieur Mussel, nous sommes ravis de vous voir.

Nous souhaitons également la bienvenue à Mme Jennifer Ronholm, qui est professeure adjointe à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill.

Nous allons consacrer cinq minutes aux observations liminaires de chaque témoin, en commençant par Mme Lockwood.

Vous avez la parole pendant cinq minutes.

Mme Cammy Lockwood (propriétaire-exploitant, Lockwood Farms, à titre personnel): Bonjour. Je m'appelle Cammy Lockwood. Comme il a été dit, je suis propriétaire-exploitante de Lockwood Farms sur l'île de Vancouver, sur les territoires du peuple qui parle la langue hul'q'umi'num.

Je suis très choyée et honorée de pouvoir cultiver cette terre. Ma ferme est très petite. Nous avons environ cinq acres. Nous cultivons des légumes sur environ deux acres. Nous faisons également partie du système de gestion de l'offre en fonction des contingents. En 2015, nous avons reçu 3 000 unités de contingent pour les poules pondeuses. Depuis, nous sommes passés à deux troupeaux de 3 000 unités, pour un total d'environ 6 000 poules pondeuses élevées en liberté à notre ferme.

Depuis le début de notre carrière agricole en 2010, nous mettons vraiment l'accent sur la durabilité et les répercussions environnementales. Nous avons choisi l'agriculture parce que nous avons l'impression à l'époque que c'était la manière la plus écologique pour nous de vivre. Nous avons toujours sincèrement cru que nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde, et nous avons réussi à le faire tout au long de notre carrière.

Ce qui est intéressant à propos de notre ferme, c'est que nous nourrissons nos oiseaux avec des larves d'insectes. Nous sommes la seule entreprise au Canada à le faire à l'échelle commerciale. Ce n'est certainement pas sans difficulté, dans la chaîne d'approvisionnement et partout. C'est novateur, et nous en avons ressenti les effets. Honnêtement, nous avons ressenti tout ce que vous dites. Les changements dans les chaînes d'approvisionnement, le transport, la main-d'œuvre et même la transformation de la viande ont eu une incidence sur notre petite exploitation de cinq acres.

Pour avoir une main-d'œuvre, nous avons essayé un grand nombre de stratégies différentes. Nous avons fait équipe avec Worldwide Opportunities on Organic Farms, un programme mondial de travailleurs sur les fermes biologiques. C'est essentiellement un programme d'échange de travailleurs, dans lequel les gens décident de rester avec nous. Nous offrons le gîte et le couvert, de même qu'une formation et une expérience en agriculture. Il s'agit habituellement de personnes venant de pays développés avec lesquels le Canada a déjà un accord en place. Nous avons reçu de nombreuses demandes de personnes qui habitent des pays sous-développés, mais essayer d'obtenir des visas pour qu'ils viennent au Canada n'est malheureusement pas une option. C'est beaucoup de travail pour nous et une chose qu'une ferme de notre taille n'est pas capable de faire. Il est très difficile de lire les nombreux courriels déchirants à propos de leur vie ainsi que de leur désir d'améliorer leur situation et de faire partie de la société canadienne.

C'est ce que nous avons essayé pour avoir une main-d'œuvre. La COVID a fermé de nombreuses frontières, et nous avons tenté d'employer principalement des gens d'ici. Nous avons pu nous servir du programme Emplois d'été Canada à cette fin. Nous avons malheureusement constaté que ce n'était pas une option viable compte tenu de la taille de notre production de légumes. Sans le programme Emplois d'été Canada, nous nous serions essentiellement retrouvés dans le rouge. Nous avons tout juste réussi à rester dans le noir. Cette année, nous espérons travailler avec des stagiaires locaux.

Nous avons essayé à plusieurs reprises de recourir au Programme des travailleurs étrangers temporaires, mais le coût est encore une fois très prohibitif lorsque nous devons fournir un logement de très grande qualité qui est rigoureusement inspecté. C'est parfois très difficile quand nous devons composer avec les bâtiments que nous avons sur la propriété. Nous devons également montrer, à l'aide d'études d'impact sur le marché du travail, que nous avons essayé d'embaucher des gens d'ici. Nous tentons continuellement de le faire. Il y a aussi le coût des billets d'avion. Une fois de plus, compte tenu de la petite taille de notre exploitation, il est difficile de savoir avant leur arrivée si ces personnes seront utiles pour nous.

Le logement, de toute évidence, est un autre aspect du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Dans notre région et l'endroit où nous hébergerions des travailleurs étrangers temporaires, nous pourrions récupérer environ 600 \$ par mois auprès d'eux, alors que, compte tenu du marché ici, nous pouvons facilement louer le même logement pour 1 800 ou 1 900 \$ par mois. Il y a vraiment lieu de se demander si c'est abordable, et nous devons nous demander sérieusement si la culture de légumes en vaut le coup.

• (1635)

Notre production d'œufs a également connu de grandes difficultés. Top Shelf Feeds est notre fournisseur d'aliments. Il est formidable et nous a toujours fourni des aliments malgré toutes les per-

turbations que nous avons vécues. Cette entreprise a toujours été la première que nous appelons lorsqu'il y a une urgence, mais le coût des aliments a énormément augmenté, ce qui a de véritables conséquences sur nos résultats nets.

Le président: Monsieur Lockwood, je ne veux pas vous interrompre, mais je dois le faire, car vos cinq minutes sont écoulées et je sais que mes collègues aimeraient discuter avec vous.

La parole est maintenant à M. Mussell. Il a cinq minutes. Nous entendrons ensuite Mme Ronholm.

M. Al Mussell (directeur de recherche, Institut canadien des politiques agroalimentaires, à titre personnel): Monsieur le président et honorables députés, c'est un honneur de comparaître devant votre comité cet après-midi pour vous faire part de mes observations à titre de chercheur à l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, un institut de recherche indépendant axé sur l'agriculture et les aliments.

La pandémie de la COVID-19 a mis en évidence d'importantes préoccupations liées aux chaînes d'approvisionnement agroalimentaires, mais des pressions s'exerçaient déjà sur ces chaînes avant l'arrivée du virus. Bon nombre des lacunes observées dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires sont très tangibles, elles sont liées à la capacité humaine et physique et elles sont de nature transactionnelle. Par exemple, il n'y a pas suffisamment de conducteurs de camions, il n'y a pas assez de conteneurs d'expédition internationale et la capacité commerciale frigorifique est insuffisante pour la conservation des légumineuses dans les inventaires de la chaîne frigorifique. Chacun de ces défis s'accompagne de ses propres dynamiques de marché, fluctuations anticipées et perceptions des risques. Ces défis influencent également les grandes tendances sociales et économiques liées à l'utilisation de la capacité de la main-d'œuvre et les investissements dans celle-ci.

La réduction prononcée de la demande en services alimentaires pendant la pandémie a concentré la demande et l'approvisionnement des consommateurs en nourriture chez les détaillants alimentaires qui vendent en gros. Les prix à la consommation ont été suivis de très près pour déceler les cas d'exploitation des consommateurs, mais il a été plus difficile de surveiller la dominance du marché du gros. La pression s'est donc accentuée pour obtenir un code de conduite des détaillants alimentaires. Il serait logique que l'emprise des détaillants à l'égard des transformateurs alimentaires se fasse sentir tôt ou tard sur les marchés des produits agricoles et que cela entraîne des effets différents d'un produit agricole à l'autre.

Dans bien des cas, les usines de transformation alimentaire sont exploitées à grande échelle pour offrir efficacité et faible coût à l'unité. Toutefois, leur fermeture subite entraîne de grandes répercussions sur les marchés de produits agricoles. La fermeture de plus petites usines créerait moins de perturbations, puisque les produits agricoles pourraient être plus aisément redirigés vers d'autres destinations. Par contre, les usines plus petites ne sont pas une panacée, car elles entraînent une réduction importante de gains en efficacité, ainsi que des difficultés liées à la réglementation et à la mise en marché. Il n'est pas évident de trouver un cadre pour évaluer de façon générale ce compromis entre rentabilité et résilience.

Plus généralement, les gouvernements n'ont aucun tableau de bord pour surveiller les chaînes d'approvisionnement, mesurer le rendement et détecter et analyser les goulots d'étranglement du système en temps réel. Ces tâches ont donc été confiées aux marchés et aux rajustements motivés par les profits dans les opérations et les investissements, à notre grand avantage. Toutefois, face aux rajustements soudains et marqués causés par des conditions climatiques extrêmes, des urgences sanitaires et des pressions géopolitiques, ce mécanisme ne pourra probablement pas, à lui seul, être adéquat à l'avenir.

Le contexte mondial géopolitique et celui de la sécurité alimentaire, qui sont en évolution constante, remettent en question notre compréhension des macro-effets sur les chaînes d'approvisionnement. Dans la situation actuelle où un allié du Canada est attaqué et victime d'une occupation hostile, nous devons nous attendre à ce que nos chaînes d'approvisionnement puissent être redirigées pour approvisionner nos alliés. Cependant, il ne s'agit là que du revirement le plus récent et le plus spectaculaire dans l'ordre géopolitique, où la nourriture est de plus en plus utilisée comme une arme.

Comme notre système de commerce international encadré par des règles s'est érodé et que les pays ciblent les produits agricoles et alimentaires pour exercer des représailles et promouvoir leurs objectifs politiques, les entreprises canadiennes sont de plus en plus à risque. Lorsque les entreprises affirment que les normes techniques et les règlements en matière d'aliments sont arbitraires ou changeants — par exemple l'échantillonnage de coronavirus sur des emballages d'aliments — et qu'ils sont utilisés pour cacher des intentions protectionnistes, les premières victimes sont les entreprises d'exportation.

Par conséquent, nos entreprises canadiennes d'exportation de produits agroalimentaires sont vulnérables aux dommages financiers graves. Nous avons déjà connu ce problème avec le canola et le porc — tout comme certains de nos alliés, notamment l'Australie. Inversement, nous devons nous inquiéter de possibles acquisitions étrangères déloyales d'actifs agroalimentaires canadiens qui seront rendues possibles, entre autres, par les dommages financiers causés par des barrières commerciales frivoles et intentionnelles.

La lettre de mandat de la ministre précise que les ressources humaines représentent un élément important de la politique agroalimentaire. Il est également encourageant que le ministère ait créé de nouvelles ressources pour la surveillance et l'analyse des chaînes d'approvisionnement en collaboration avec le Groupe de travail sur le commerce de détail et la consommation, et cet effort pourrait être élargi. La pandémie de la COVID-19 nous a appris que les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire peuvent être longues, complexes et sujettes à des goulots d'étranglement changeants. Cette réalité démontre le besoin de se doter de cadres conceptuels élargis et d'accroître grandement la collecte de données.

Pourtant, certains enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement sont de simples questions d'efficacité et de concurrence — comme la nécessité de nous doter d'un système réglementaire plus agile et d'investir dans l'automatisation et la numérisation. Le rapport Barton, la table sectorielle de stratégies économiques et d'autres études ont déjà cerné ces solutions; elles doivent simplement être pleinement mises en œuvre.

À titre d'économie ouverte et de grand exportateur agroalimentaire, le Canada peut être vulnérable dans un environnement de commerce international de plus en plus malveillant. Il faut renfor-

cer l'application de l'accès aux marchés dans les accords commerciaux, mais le Canada doit aller plus loin.

Les exportateurs canadiens ont besoin d'une protection accrue contre les effets pervers des mesures frivoles et déloyales prises par d'autres intervenants. Le Canada devrait promouvoir des stratégies telles une promotion accrue des marchés d'exportation, une indemnisation pour les pertes soudaines d'accès aux marchés, des investissements accrus dans la transformation pour appuyer les exportations à valeur ajoutée et un plus grand nombre de produits de remplacement des importations.

De même, la politique doit être ajustée pour reconnaître le risque que les investissements étrangers dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire canadiennes sont parfois des façons pour d'autres pays de promouvoir leurs ambitions politiques et mercantiles et vont à l'encontre des intérêts canadiens. À cet égard, le Canada devrait être prêt à mener des examens formels des investissements étrangers et des acquisitions étrangères d'actifs agroalimentaires canadiens lorsque ces transactions soulèvent des préoccupations.

Enfin, deux générations nous séparent de la possibilité que nos chaînes d'approvisionnement servent à appuyer nos alliés en temps de guerre. On ne sait pas avec certitude comment cela se fera, puisque de nombreuses chaînes d'approvisionnement agroalimentaires sont présentement internationales et composées de multinationales qui se font concurrence. Cette réalité devrait élever la position du secteur agroalimentaire à titre d'élément de la politique étrangère canadienne.

Je vous remercie.

• (1640)

Le président: Je vous remercie, monsieur Mussell. Vous avez terminé juste à temps.

La parole est maintenant à Mme Ronholm. Elle a cinq minutes.

Mme Jennifer Ronholm (professeure adjointe, Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement, Université McGill, à titre personnel): Je vous remercie beaucoup de m'avoir invitée à comparaître aujourd'hui.

Je suis professeure adjointe en microbiologie agricole à l'Université McGill. Mon domaine d'expertise en recherche est l'utilisation d'antibiotiques en agriculture, la résistance aux antibiotiques et la mise au point de produits de remplacement pour favoriser la santé et la croissance des animaux.

Malheureusement, nous arrivons à un point où une crise liée à la résistance aux antibiotiques exercera des influences négatives majeures sur la productivité agricole et, par le fait même, sur le coût des aliments et la sécurité alimentaire.

Les antibiotiques sont de petites molécules capables de ralentir ou de freiner la croissance des bactéries. On les utilise couramment en médecine pour traiter les infections bactériennes. En plus du traitement des infections, ils sont utilisés dans plusieurs procédures médicales courantes, comme les interventions chirurgicales, la chimiothérapie ou les accouchements, en raison de leurs propriétés prophylactiques, c'est-à-dire qu'ils préviennent les infections.

Par ailleurs, nous utilisons des antibiotiques dans les exploitations agricoles depuis les années 1930. Ces médicaments servent à traiter les infections bactériennes chez les animaux d'élevage, mais ils peuvent aussi être utilisés pour prévenir les infections ou stimuler la croissance. La distinction entre ces deux utilisations est souvent assez imprécise, puisque les animaux ont tendance à mieux se développer lorsqu'ils n'ont pas à lutter contre des infections bactériennes. Le problème, c'est que plus nous utilisons les antibiotiques, plus vite les bactéries développent une résistance contre ces derniers.

La résistance aux antibiotiques crée déjà des difficultés importantes dans le monde. Un rapport évalué par des pairs qui a été publié récemment dans *The Lancet* révèle qu'en 2019, on a recensé quelque 4,95 millions de décès humains liés à des infections bactériennes résistantes aux antimicrobiens. Il ne s'agit pas d'un enjeu de courte durée. En effet, nous observons une hausse constante, année après année, du nombre de décès liés aux infections résistantes aux antimicrobiens. Nous estimons actuellement que d'ici 2050, les infections résistantes aux antimicrobiens devraient être à l'origine de 10 millions de décès par année.

Permettez-moi d'être extrêmement claire à ce sujet: il n'existe pas de solution miracle à ce problème. Les décès liés aux infections résistantes aux antimicrobiens sont causés par toute une série de bactéries. Il est donc impossible de créer un seul vaccin ou même des groupes de vaccins qui régleraient ce problème. Je le répète, plus nous utiliserons d'antibiotiques, plus nous augmenterons le nombre total de décès liés aux infections résistantes aux antimicrobiens chaque année.

Il est difficile de déterminer la quantité exacte d'antibiotiques que nous utilisons dans les exploitations agricoles canadiennes, mais nous estimons qu'environ 82 % des antibiotiques utilisés au Canada le sont dans les exploitations agricoles, et non dans les hôpitaux. La réaction spontanée serait d'interdire l'utilisation d'antibiotiques dans le secteur agricole, mais ce n'est pas du tout une bonne idée. En effet, les pratiques agricoles ont évolué parallèlement à la disponibilité des antibiotiques. Il faudra donc du temps pour les éliminer complètement sans causer d'effets catastrophiques sur la productivité agricole.

Je vais vous donner quelques exemples. Avant que les antibiotiques ne soient mis à leur disposition, les fermes laitières devaient composer avec 95 % plus de cas de mastite qu'aujourd'hui. La mastite est une infection bactérienne qui est douloureuse pour la vache, qui réduit la production de lait, qui diminue l'espérance de vie des vaches et qui coûte aux producteurs laitiers canadiens quelque 700 millions de dollars par année, même avec l'utilisation d'antibiotiques. Si l'on interdisait carrément l'utilisation d'antimicrobiens dans les élevages laitiers dès aujourd'hui, les économistes estiment que la hausse des infections entraînerait des coûts supplémentaires de 46 à 73 \$ par vache, ce qui aurait de graves répercussions sur la stabilité de l'industrie laitière.

J'aimerais vous donner un autre exemple. Nous utilisons des antibiotiques dans l'alimentation d'un grand nombre de poulets de chair — aussi appelé poulets à griller. Les poulets à griller atteignent habituellement leur poids de marché en 40 jours. Le taux de mortalité des poulets n'ayant jamais consommé d'antibiotiques est d'environ 4,2 %, par comparaison à 2,9 % pour les poulets élevés selon la méthode conventionnelle. On parle d'un écart de 1,3 %, ce qui peut paraître faible, mais nos voisins du Sud ont produit 10 milliards de poulets l'année dernière, ce qui signifie que cette

différence de 1,3 % représente 130 millions de poulets. Le fait que ces volailles sont mortes d'une maladie et n'ont pas pu entrer dans la chaîne alimentaire est malheureux en soi, mais cela représente aussi des acres de champs de céréales dont la culture a produit des émissions de carbone pour rien, de l'eau gaspillée pour abreuver les volailles et les volailles elles-mêmes. Par ailleurs, les poulets qui n'ont jamais pris d'antibiotiques présentent des taux plus élevés de diarrhée, ce qui entraîne une plus grande incidence de brûlures oculaires, de lésions aux pattes et d'aérosacculites, tous des indicateurs de poulets qui ne vont pas bien.

En bref, je m'inquiète de la possibilité que, lorsque le nombre de décès causés par des infections bactériennes résistantes aux antimicrobiens commencera à augmenter chez les humains, cela cause un tollé public à l'endroit de l'usage agricole des antibiotiques. On pourrait alors imposer rapidement une interdiction d'utiliser des antibiotiques dans le secteur agricole. Si cela se fait trop rapidement ou sans qu'on trouve d'abord des produits de remplacement adéquats, nous ferons face à des hausses de prix sur les marchés alimentaires et à des pénuries de stocks, ce qui viendra aggraver les problèmes médicaux avec lesquels nous serons déjà aux prises. Il vaut donc mieux agir maintenant pour éviter cette situation, car nous savons que cela s'en vient.

Je vous remercie.

• (1645)

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Nous allons maintenant passer aux questions.

La parole est à M. Epp. Il a six minutes.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Je vous remercie, monsieur le président. J'aimerais aussi remercier les témoins de leurs excellentes déclarations.

Je suis heureux de vous revoir, monsieur Mussell.

Avant d'aborder votre déclaration, j'aimerais vous demander votre avis sur la possibilité d'une grève du Chemin de fer Canadien Pacifique. Étant donné que nos lignes d'approvisionnement sont déjà sous pression, quelles en seraient les conséquences?

M. Al Mussell: Je ne connais pas la probabilité d'une telle grève, mais avec la tension actuelle créée par la demande dans le système — surtout en ce qui concerne les céréales —, je ne peux que présumer que cela aurait des effets catastrophiques.

M. Dave Epp: Je vous remercie.

Au cours des dernières décennies, nos chaînes d'approvisionnement pour de multiples produits de base se sont mondialisées, en grande partie selon les fonctions du marché. Vous et moi avons déjà discuté auparavant — et j'ai beaucoup aimé nos discussions. Je pense parfois que vous et moi nous disputons pour nous divertir, par exemple lorsque nous parlons du niveau nécessaire d'intervention du gouvernement à certains moments et sur différents marchés.

J'aimerais aborder directement votre dernier paragraphe et parler du conflit en Ukraine et de l'impact de cet événement ponctuel, en fonction de sa durée. S'agit-il d'un événement générationnel? Quel est l'impact potentiel sur nos chaînes d'approvisionnement mondiales en Europe, etc.?

• (1650)

M. Al Mussell: Je crains qu'il s'agisse d'un événement générationnel, mais nous ne le saurons manifestement pas avant d'avoir un point de vue rétrospectif. Je crois que la ministre Bibeau y a fait référence lors de la réunion de la Fédération canadienne de l'agriculture qui a eu lieu plus tôt cette semaine.

C'est le genre d'événements... Je présume que je vais le comparer aux frictions habituelles que nous connaissons dans les chaînes d'approvisionnement agricoles et agroalimentaires et qui introduisent des variations de l'ordre de 2 ou 5 % — généralement moins de 10 %. D'après ce que je comprends, les marchés gèrent ces variations de manière très efficace et toute intervention dans ces fonctions crée probablement plus de mal que de bien.

Pour replacer les choses dans leur contexte, l'Ukraine doit à elle seule nourrir une population qui dépasse probablement les 300 millions de personnes. Le pays est à trois semaines des semailles du printemps, mais sa population fait toujours face à cette attaque. On doit présumer que non seulement la majorité des activités sur la mer Noire sont entièrement suspendues, mais qu'il se peut aussi que les nouvelles cultures ne soient pas semées. Il s'agit dans ce cas d'une perturbation de l'ordre de 30 %, ce que les marchés auront de la difficulté à gérer.

M. Dave Epp: Pour revenir un peu plus près de nous, le Canada est souvent un exportateur de matières premières et un importateur de produits finis. Comme vous l'avez dit dans votre déclaration, « notre système de commerce international encadré par des règles s'est érodé » et les produits agricoles ont souvent été ciblés comme instruments de marché.

L'étude que notre comité a menée avant celle-ci portait sur le renforcement de la capacité de transformation et l'ajout de plus de valeur ici, au pays. Pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez à titre de stratégie à plus long terme ou même à plus court terme?

M. Al Mussell: Oui, certainement.

Revenons à 2018, qui représentait en quelque sorte l'apogée de la tension entre les États-Unis et la Chine. Nous avons vu la Chine imposer des droits de représailles sur toute une série de produits, mais il s'agissait essentiellement de produits de base. Pour prendre un exemple extrême, la Chine aurait pu imposer des droits sur les iPhone, mais elle ne l'a pas fait, car les iPhone sont un produit de grande marque et un article de prestige en Chine.

Pour reprendre cette analogie, plus nous pouvons transformer un produit canadien d'exportation, lui ajouter de la valeur et lui associer une marque ou un autre type de symbole, plus cela aura tendance à le protéger de ce type de représailles. Cependant, cette méthode n'est pas parfaite et elle n'est pas nécessairement sans risque.

Par ailleurs, une autre défense contre le traitement punitif de nos produits d'exportation consiste à les transformer davantage chez nous et à les utiliser comme technique de remplacement des importations.

M. Dave Epp: Vous demandez également un système réglementaire plus agile. Pouvez-vous donner des exemples de cas où cela serait avantageux pour nos chaînes d'approvisionnement?

Plus précisément, je m'inquiète de la possibilité d'un autre niveau de surveillance à l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire et des conséquences que cela pourrait avoir, surtout sur le secteur horticole, où l'utilisation massive de produits à usage limité est un enjeu beaucoup plus important que chez nos concurrents du Sud.

En plus de cette question, pouvez-vous nous parler d'autres domaines où un système de réglementation plus souple serait avantageux pour les Canadiens?

M. Al Mussell: J'allais utiliser les pesticides à usage limité comme exemple, monsieur Epp.

Nous avons beaucoup d'expérience — je vais dire des décennies — à cet égard. La réalité, c'est que le Canada est un marché relativement petit pour les produits de santé animale, les produits de protection des cultures, etc. Pour utiliser une autre analogie, l'Australie décrit son système de réglementation comme étant rigoureux, mais rapide. Voilà la vision à adopter pour votre système de réglementation lorsqu'on est dans un petit marché et qu'il faut être concurrentiel et efficace. Pour nous, c'est un défi qui perdure depuis des décennies.

Quant aux problèmes de réglementation, beaucoup de détails entrent en jeu, mais je pense qu'il faudrait d'abord cerner les problèmes et en faire des priorités pour les travaux en cours.

• (1655)

M. Dave Epp: Merci.

J'ai une dernière petite question. Il y a 450 millions de personnes en Europe. Pouvez-vous parler de l'effet de l'Ukraine sur les pays moins prospères d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, et du potentiel d'instabilité? Jusqu'où cela ira-t-il?

Le président: Vous avez 10 secondes.

M. Al Mussell: Les flux commerciaux vont de la mer Noire vers l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et la Corne de l'Afrique, principalement. Voilà les régions qui sont dépendantes et qui seront les plus durement touchées. Donc, attendez-vous à des « émeutes du pain ».

Le président: Madame Valdez, la parole est à vous pour six minutes.

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Bonjour, chers collègues, et merci à tous les témoins ici présents de leur précieuse contribution à cette discussion.

Je suis reconnaissante que nous soyons ici, au Comité, pour discuter de questions liées à l'agriculture dans notre pays, le Canada. Cependant, nous devons reconnaître qu'une guerre fait rage de l'autre côté du monde et que des civils prennent eux-mêmes les armes. Ils ne font pas que parler de leur terre: ils se battent pour la défendre. Je tiens simplement à saluer leur bravoure et leur unité. Nous continuons d'appuyer l'Ukraine, le peuple ukrainien et la communauté ukrainienne canadienne ici au Canada.

Cela dit, madame Lockwood, c'est vraiment formidable d'entendre le point de vue d'une agricultrice. Nous avons eu beaucoup de discussions de très haut niveau. Nous avons beaucoup parlé de durabilité et d'innovation en agriculture lors des dernières réunions du Comité. À votre exploitation de Lockwood Farms, vous avez choisi de nourrir vos poules avec des larves de mouches noires du soldat au lieu de soya. Selon vous, quelle incidence la décision d'opter pour des pratiques durables dans votre exploitation a-t-elle sur votre entreprise en général, notamment sur l'approvisionnement en produits ou sur tout autre aspect dont vous aimeriez parler?

Mme Cammy Lockwood: Nos décisions ne sont pas toujours des questions d'argent. L'environnement est sans contredit le sujet le plus important dont nous devons parler. Nous devons nous faire à l'idée, étant donné ce que nous avons vu ici, en Colombie-Britannique, en 2021, alors que nous avons été confrontés à un dôme de chaleur dévastateur et aux répercussions des inondations.

J'espère que le Comité constate et reconnaît que notre climat change et que cela a des effets extrêmement dévastateurs pour nous, les agriculteurs. Nous avons l'impression de jouer un rôle, quoique minime, pour changer les choses. J'espère que nous pourrions proposer des modèles qui inspireront d'autres exploitations à nous imiter.

Nous avons l'impression d'être des précurseurs, mais cela représente tout pour nous. On le voit sur le terrain, ici, et je suis très préoccupée par l'avenir de mes enfants. Je suis très préoccupée par l'avenir de notre secteur alimentaire. Les changements climatiques ont des répercussions gigantesques et lorsqu'ils perturbent les chaînes d'approvisionnement, comme c'est actuellement le cas, je pense qu'il faut aussi mentionner la santé et le bien-être des animaux. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement nuisent considérablement aux animaux, et les agriculteurs sont prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour nourrir leurs animaux et veiller à ce qu'ils soient en santé et en sécurité. Cela devient de plus en plus difficile, ce qui a d'importantes conséquences sur la santé mentale de chacun de nous.

Je suis désolée. J'espère que cela répond à votre question.

Mme Rechie Valdez: Oui. Je vous remercie de vos observations.

Je vous félicite du travail que vous faites sur votre ferme.

Dans votre exposé, vous avez parlé de la main-d'œuvre et de vos difficultés à cet égard. Vous avez essayé divers programmes pour obtenir de l'aide pour votre ferme. Avez-vous des recommandations ou des demandes précises à formuler par rapport à la main-d'œuvre?

Mme Cammy Lockwood: Il serait bien d'apporter quelques changements au Programme des travailleurs étrangers temporaires et d'accroître le soutien pour les agriculteurs en développement ou les petits agriculteurs comme nous, qui arrivent à cette étape. Nous n'appartenons pas à une génération d'agriculteurs ayant une base très large. Nous sommes plutôt petits; nous sommes conscients et nous savons qu'il s'agit de la prochaine étape à franchir, mais c'est plus un saut qu'autre chose. Donc, c'est préoccupant et il est important d'avoir des mesures de soutien pour cela.

J'ai aussi mentionné la nécessité de conclure des ententes sur les visas vacances-travail avec d'autres pays. Nous avons trouvé que c'était très utile, mais la question n'a aucunement été évoquée ou mentionnée. Ce n'est pas vraiment pertinent pour les grandes exploitations agricoles, mais la main-d'œuvre des programmes d'échange est très importante pour les petits producteurs biologiques. C'est grâce à cette main-d'œuvre que beaucoup d'entre nous ont pu lancer leur exploitation et poursuivre leurs activités.

• (1700)

Mme Rechie Valdez: Merci, madame Lockwood.

Monsieur Mussell, dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de résilience. Comme vous le savez, la résilience de la chaîne d'approvisionnement a souvent été mise à l'épreuve ces dernières années. Selon vous, comment le secteur agricole s'est-il tiré d'affaire dans cette adversité? Vous avez mentionné plusieurs choses.

Quelle est votre principale recommandation? Quelle est la meilleure occasion qui s'offre à nous, à votre avis?

Merci.

M. Al Mussell: Je pense que la plupart de nos chaînes d'approvisionnement agroalimentaires ont bien réagi. Je dirais que nous avons peut-être été chanceux, dans certains cas, ou que les choses auraient pu être bien pires.

Vous avez utilisé le terme « résilience ». Je n'avais pas employé ce terme, mais je pense que c'est le mot juste. Cela nous ramène à une question précédente...

Le président: Je suis désolé, monsieur Mussell. Je pense que nous avons un problème avec l'interprétation. Je vais continuer de parler en anglais pour voir si M. Perron peut entendre l'interprétation en français.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous signale que c'est une question de qualité de son, monsieur le président.

Pourtant, cela fonctionnait plus tôt. Je ne sais pas si quelque chose a changé dans le fonctionnement du microphone.

[Traduction]

Le président: Monsieur Mussell, pourriez-vous rapprocher le microphone de votre casque?

Ils ont un peu de difficulté, mais nous pouvons peut-être essayer de l'ajuster. Pourriez-vous dire quelques mots, pour voir si cela aide notre interprète?

M. Al Mussell: Est-ce que cela fonctionne mieux? J'ai eu des problèmes avec ce casque, plus tôt, et j'espérais que c'était réglé.

Le président: Nous avons un peu d'interférence, presque un bourdonnement, du côté de l'interprète.

Monsieur Mussell, vous pourriez peut-être le débrancher, puis ressayer, comme je l'aurais fait avec la vieille console Nintendo.

M. Al Mussell: Est-ce mieux?

Le président: Oui, c'est mieux pour le moment, mais il n'y a aucune garantie. Nous allons continuer de chercher une solution.

Madame Valdez, il vous reste 30 secondes. Je vais permettre à M. Mussell de continuer, si vous le voulez bien.

Mme Rechie Valdez: Oui, s'il vous plaît.

M. Al Mussell: Je pense que la question portait sur la résilience.

Nous constatons que beaucoup de nos chaînes d'approvisionnement sont fondées sur des systèmes de gestion des inventaires « juste-à-temps » par souci d'efficacité et de rationalisation. Lorsque les écarts dépassent les 2 à 5 %, qu'il y a des choses comme des inondations et que de nombreuses personnes sont incapables de se rendre au travail...

Le président: Merci, monsieur Mussell. Je suis désolé. Le temps est écoulé.

J'avais arrêté le chronomètre, madame Valdez.

Merci.

[Français]

M. Yves Perron: Avant que je commence mon temps de parole, monsieur le président, j'aimerais vous dire qu'il restait 30 secondes, mais j'ai laissé le témoin terminer, même s'il y avait encore des problèmes techniques.

Je ne sais pas si l'équipe technique peut faire des tests pendant qu'on s'adresse à quelqu'un d'autre, mais j'aimerais vraiment que les problèmes techniques soient réglés parce que j'ai beaucoup de questions à poser à M. Mussell.

[Traduction]

Le président: Monsieur Mussell, je pense que des gens des services de TI pourront communiquer avec vous. Nous devons peut-être vous excuser pour le moment, jusqu'à ce que nous puissions offrir l'interprétation. Veuillez accepter mes plus sincères excuses, monsieur Mussell. Je peux vous dire que nous vous sommes reconnaissants de votre témoignage.

Monsieur Perron, c'est ainsi que nous procéderons. Vous devrez peut-être adapter vos questions en conséquence.

Vous avez six minutes. La parole est à vous.

[Français]

M. Yves Perron: Je vous remercie, monsieur le président.

Je vais d'abord m'adresser à Mme Lockwood.

Vous semblez avoir un très beau modèle d'entreprise.

Vous avez parlé de la capacité d'avoir un travailleur étranger, et éventuellement de l'héberger à la ferme. Si j'ai bien compris, vous pourriez louer le même logement trois fois plus cher. Pour vous, cela représente un problème, et il y en a aussi un qui est lié à l'obtention de visas pour les travailleurs qui viennent de pays en voie de développement.

Si vous aviez une ou deux recommandations à formuler, quelles mesures concrètes pourrait prendre le gouvernement pour vous faciliter la vie?

• (1705)

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Je pense qu'avoir de bons consulats dans les pays d'origine prêts à travailler avec le gouvernement canadien... Un des problèmes que nous avons eus, récemment, était que le personnel consulaire n'aimait pas les travailleurs étrangers temporaires que nous avions choisis. Ils ont retardé la délivrance des visas sans raison valable, mais la saison était déjà bien avancée lorsque nous avons pu obtenir une révision de la décision.

Je pense qu'il est d'une importance capitale que le personnel consulaire comprenne la nécessité de faire venir les travailleurs étrangers temporaires au Canada en temps opportun. Cette situation s'est produite alors que nous étions en pénurie.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Madame Ronholm, vous dites avoir peur que la résistance aux antibiotiques devienne rapidement problématique, et vous ajoutez qu'il faut agir maintenant. En 30 secondes, dites-nous ce que cela signifie exactement. Que doit faire le gouvernement?

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: C'est une excellente question.

Nous pourrions faire beaucoup de choses, à mon avis, mais nous devons réduire l'utilisation d'antibiotiques dans les fermes. Je pense qu'il existe diverses avenues pour y arriver. Je pense qu'une des avenues importantes consiste à offrir aux agriculteurs une formation sur la biosécurité, sur les risques biologiques. En outre, il faut construire des installations plus biosécuritaires que les agriculteurs seront capables de maintenir biosécurisées. À cela s'ajoute l'avancement de la recherche-développement sur des produits de remplacement viables sans antibiotiques pour remplacer les antibiotiques dans le secteur de l'agriculture, sans essayer d'adapter pour les animaux des médicaments pour usage humain. Ce sont de bons points de départ.

[Français]

M. Yves Perron: D'accord.

Je crois comprendre que vous êtes en train d'explorer des pistes de solutions, des solutions de rechange.

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: En effet. Les travaux de mon laboratoire de recherche portent sur les solutions de rechange. Plus précisément, je travaille sur des produits à base de probiotiques, mais des produits à base d'enzymes sont aussi prometteurs. Certains bactériophages — des virus qui s'attaquent uniquement aux bactéries — ont un certain potentiel, tout comme diverses nouvelles molécules sur lesquelles travaillent plusieurs personnes.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Je vais tenter ma chance et m'adresser à M. Mussell. J'espère que l'interprétation fonctionnera maintenant.

Monsieur Mussell, vous avez parlé de concentration dans la transformation alimentaire.

Le président: Je suis désolé, monsieur Perron, mais le microphone de M. Mussell pose encore des problèmes au service d'interprétation.

M. Yves Perron: Alors, je ne pourrai pas lui poser de questions.

D'accord.

C'est dommage. J'espère que nous pourrions soumettre des questions écrites à M. Mussell et qu'il pourra nous répondre, parce que j'avais vraiment une bonne liste de questions.

Le président: Oui, ce sera possible.

M. Yves Perron: D'accord.

Alors, je vais m'adresser de nouveau à Mme Ronholm.

Pour ce qui est de la recherche, vous dites qu'il est important de se concentrer sur la recherche-développement.

Considérez-vous que, au pays, il y a suffisamment de financement en recherche-développement?

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: C'est une bonne question.

Je suis satisfaite des modèles de financement qui existent au Canada. Je pense qu'il y a beaucoup de bons programmes et que nous surpassons les attentes tant pour le financement de la recherche que pour les activités de recherche-développement au pays. Cela dit, j'ai fait partie d'un groupe d'experts des IRSC. Il y avait d'extraordinaires projets de recherche qui pourraient mener à des avancées médicales remarquables et qui n'ont pas été financés au cours de ce cycle faute d'argent, tout simplement.

Oui, plus de financement pour la recherche-développement serait certainement utile.

[Français]

M. Yves Perron: D'accord.

En général, pensez-vous qu'il serait nécessaire de se doter d'une politique d'investissement visant toutes les infrastructures de transformation agroalimentaire au pays? Certains témoins nous demandent d'élaborer une sorte de politique d'investissements massifs en raison d'un retard important à cet égard.

• (1710)

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: Je ne suis pas certaine de bien comprendre votre question. Vous dites que les regroupements agricoles comme les Producteurs laitiers du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada... Parlez-vous des investissements de ces organismes ou de ceux du gouvernement?

[Français]

M. Yves Perron: En fait, les usines de transformation agroalimentaire auraient besoin d'une modernisation de la mécanisation, d'une mise à jour de l'informatisation, pour régler en partie le problème de main-d'œuvre. Il y aurait eu un manque d'investissements depuis de longues années.

Que pensez-vous de la mise en place d'un incitatif financier de la part du gouvernement? Cet incitatif pourrait aussi provenir d'autres intervenants.

Quel est votre avis à ce sujet?

Le président: Je suis désolé, monsieur Perron, mais votre temps de parole est écoulé.

Ce sera au tour de M. MacGregor de prendre la parole.

Toutefois, avant de lui donner la parole, j'aimerais dire à M. Mussell qu'il pourra revenir témoigner lors d'une prochaine réunion du Comité, car je sais que tous les membres veulent entendre son témoignage.

[Traduction]

Nous aurons une autre réunion. On m'a dit que votre casque est plutôt usé. C'est difficile pour nos interprètes, mais je vous invite à rester pour écouter la réunion. Nous pouvons certainement convenir de vous inviter à revenir le 24 pour les députés qui veulent poser des questions, s'ils le souhaitent.

Monsieur MacGregor, la parole est à vous.

M. Alistair MacGregor: Excellent. Merci beaucoup, monsieur le président.

Mes premières questions s'adressent à Mme Cammy Lockwood.

Madame Lockwood, je suis très heureux que vous ayez pu comparaître au Comité aujourd'hui pour nous parler de ce que vous avez vécu sur votre ferme.

Récemment, vous avez écrit une lettre ouverte fort honnête dans laquelle vous décrivez en détail la situation que vous avez subie à votre ferme en 2021 dans la foulée de l'extraordinaire vague de chaleur que nous avons connue à la fin juin. La température a dépassé les 40 °C plusieurs journées consécutives, ce qui, sur l'île de Vancouver, était tout à fait sans précédent. Quelques mois plus tard, nous avons eu droit à des pluies diluviennes interminables. Vous avez décrit sans ambages les effets que cela a eus sur votre santé mentale, notamment.

Pourriez-vous en dire un peu plus sur les aspects que vous abordez dans cette lettre? Quel impact cela a-t-il sur les agriculteurs, qui sont aux premières lignes des changements climatiques? Comment cela cadre-t-il dans notre discussion plus générale sur les pressions que cela entraîne pour nos chaînes d'approvisionnement?

Mme Cammy Lockwood: Eh bien, c'est difficile, car nous avons traversé beaucoup d'épreuves en 2021. Durant la canicule, nous avons dû puiser dans toutes nos ressources pour affronter la crise à laquelle nous étions confrontés sans aucun soutien. On nous a offert de l'aide, mais personne ne savait ou ne comprenait comment nous aider. Notre défi était de maintenir nos animaux en vie; nous savions qu'ils allaient tout simplement mourir, dans une telle chaleur. Nous avons utilisé tous nos moyens — toute notre formation, toute notre expérience et toutes nos connaissances — pour réduire ce risque. Nous avons installé un système d'irrigation sur le toit de notre grange. Donc, par une chaleur de plus de 40 °C, mon mari était sur le toit de la grange, au péril de sa santé, pour essayer de garder nos animaux en vie. Cependant, notre puits ne suffisait pas à notre demande en eau. Nous savions que nous avions fait tout notre possible pour maintenir nos oiseaux en vie. Il ne restait plus qu'à attendre et à espérer. Deux jours plus tard, lorsque les températures ont enfin baissé, je suis entrée dans le poulailler. Honnêtement, lorsque j'ai entendu les oiseaux caqueter, comme il se doit, je me suis effondrée, en larmes, secouée de profonds sanglots, sachant que nous avions réussi et que nous allions nous en sortir.

Les crises se sont ensuite succédé. Après la canicule, il y a eu les feux de forêt, qui ont duré toute la saison. Notre ferme n'a jamais fait l'objet d'un ordre d'évacuation, mais les fermes voisines, oui. Imaginez laisser vos animaux derrière. C'est impossible. On ne peut raisonnablement s'attendre à ce que les agriculteurs évacuent leur ferme. La santé et le bien-être de nos animaux nous tiennent tellement à cœur. Nous l'avons aussi constaté lors des inondations; les agriculteurs se sont retrouvés à faire des tâches que les Forces canadiennes, bien honnêtement, ont refusé de faire. Les agriculteurs l'ont fait. Ils ont pris soin de leurs animaux alors que personne d'autre ne voulait le faire. Je crois qu'il est moralement répréhensible de ne pas prendre soin des animaux. Comme je l'ai dit, c'est tellement important.

Pendant les inondations, il y a eu un très grave manque de communication entre tous les ordres de gouvernement, en particulier dans le Lower Mainland. Voilà assurément un aspect sur lequel j'aimerais que le Comité se penche: comment favoriser la communication entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, les administrations locales et les gouvernements des Premières Nations pour intervenir adéquatement en cas de crise? Les agriculteurs ont entendu des messages différents selon les ordres de gouvernement et les ministères, et des messages différents des corps policiers municipaux, de la GRC et des Forces canadiennes. À certains points de contrôle, les gens étaient autorisés à passer, mais à d'autres, non. Il était très difficile de s'y retrouver.

De façon plus générale, concernant la santé mentale des agriculteurs, honnêtement, je dirais qu'il s'agit de prendre du recul, d'examiner notre exploitation et d'essayer de déterminer comment continuer, comment poursuivre nos activités dans de telles conditions. Encore une fois, il n'y a pas de panacée; lorsque les défis sont si grands, même un soutien adéquat ne suffit pas. Concrètement, cela signifie qu'il n'y aura pas de nourriture sur les tables canadiennes. La prairie Sumas, l'ensemble de la région du Lower Mainland, qui produit plus de 50 % de l'approvisionnement alimentaire de la Colombie-Britannique, a subi d'importantes répercussions. Dans les épiceries, les étagères étaient vides. Il n'y avait pas de produits laitiers, car c'est dans cette région qu'on retrouve la plupart des vaches de la province.

On entend parler des répercussions générales de la crise climatique dans les pays en développement situés plus près de l'équateur, mais je peux vous affirmer que la crise climatique est bien réelle ici. Nous le savons. Or, en situation de crise, il est parfois difficile de cerner l'aide et les mesures de soutien dont on a besoin. Nous savons simplement que nous avons besoin d'aide.

• (1715)

M. Alistair MacGregor: Merci.

Le président: Je vous remercie tous les deux.

[Français]

C'est maintenant le tour de M. Lehoux, qui dispose de cinq minutes.

Nous vous écoutons, monsieur Lehoux.

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être présents cet après-midi.

Madame Ronholm, tout à l'heure, vous avez dit que, dans la recherche que vous étiez en train d'effectuer, il était possible de trouver des solutions de rechange.

Pour avoir travaillé dans le secteur agricole toute ma vie, je sais qu'il est important de faire attention à l'utilisation d'antibiotiques, mais quelle autre solution avons-nous?

Votre recherche chemine actuellement, mais à quelle vitesse allez-vous être capable de présenter des produits disponibles sur le marché de façon concrète?

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: Je vous remercie de cette excellente question.

Si tout va bien, ce sera pour bientôt. Mon laboratoire est parvenu à isoler des probiotiques de vaches en bonne santé de fermes laitières canadiennes. En boîte de Petri, ils tuent divers agents de la mammite. Ils agissent *in situ*.

La prochaine étape consiste à passer à une échelle supérieure, pour obtenir un produit viable. Des entreprises sont désireuses de le faire avec nous. J'estime que les produits arriveront sur le marché d'ici à 10 ans, si tout se passe bien pour certains remplacements.

[Français]

M. Richard Lehoux: Merci, madame Ronholm.

Dans le même ordre d'idées, nous savons qu'il y a de plus en plus de produits importés ici au Canada. Les recherches que vous faites ici au Canada, j'imagine qu'elles doivent se faire aussi ailleurs sur la planète.

Comment assurer la coordination de tout cela? Comment voyez-vous la situation des produits qui sont déplacés d'un continent à l'autre? Est-ce qu'on s'assure que les mêmes règles s'appliquent à tout le monde?

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: C'est un problème commercial majeur. Personne ne se soucie de faire appliquer les mêmes règles à tous.

Mon premier travail, après mon diplôme, a été de tester, à Santé Canada, la résistance aux antimicrobiens de produits importés. Le nombre de ceux qui en présentaient une était consternant.

À l'étranger, il se fait une recherche semblable à la mienne, dans différents domaines, mais elle n'est pas coordonnée. Les pays nordiques, notamment, se soucient beaucoup de cette résistance. Ils ont édicté des lois plus rigoureuses que les nôtres sur l'emploi d'antibiotiques dans les exploitations agricoles. D'autres pays, où les lois sont moins rigoureuses qu'ici, utilisent beaucoup plus d'antibiotiques.

• (1720)

[Français]

M. Richard Lehoux: Merci, madame Ronholm.

Dans le même esprit, en ce qui concerne les produits qui arrivent d'autres pays actuellement, sommes-nous conscients de la capacité de l'Agence canadienne d'inspection des aliments?

Vous faites un travail exceptionnel sur le plan des analyses et des recherches en laboratoire. Quelle sorte de contrôle avons-nous sur les produits? Avons-nous suffisamment de contrôle à l'entrée, selon vous?

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: Oui. De nouvelles politiques appliquées depuis peu ont accordé un peu plus de pouvoirs à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, pour saisir les produits renfermant des traces d'antibiotiques. Je suis persuadée que c'est une cause fréquente du refus d'autoriser l'entrée de produits alimentaires à la frontière.

Cela dit, nous ne surveillons pas toujours les organismes résistants, par opposition aux traces d'antibiotiques dans les aliments. Le Canada contrôle bien la circulation des agents pathogènes résistants par le truchement du PICRA, le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens.

[Français]

M. Richard Lehoux: Madame Ronholm, ce que j'aimerais que vous me disiez, c'est si nous devrions augmenter un peu plus le nombre de contrôles des aliments à l'entrée ici au Canada.

[Traduction]

Mme Jennifer Ronholm: J'ignore si je possède une bonne réponse. Je ne connais pas très bien le nombre de saisies effectuées par le Canada. Je ne suis pas au courant des méthodes actuelles d'inspection de l'ACIA.

[Français]

M. Richard Lehoux: Monsieur le président, si j'ai bien compris, nous ne pouvons pas poser de questions à M. Mussell.

Je vais continuer avec vous, madame Ronholm.

Il y a toute la question de la résistance aux antibiotiques qui est importante. Vous dites que les sommes d'argent allouées à la recherche sont suffisantes, mais est-ce que le gouvernement du Canada pourrait les bonifier pour vous donner un coup de main afin d'accélérer le processus?

Le président: Monsieur Lehoux, je suis désolé, votre temps de parole est écoulé.

M. Richard Lehoux: Merci, monsieur le président.

Merci, madame Ronholm.

Le président: Merci, madame Ronholm.

Monsieur Turnbull, vous avez la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins. Je saisis toute la profondeur de leurs connaissances, de leur expérience et de la diversité des renseignements qu'ils nous communiquent.

J'interrogerai d'abord Mme Lockwood.

D'abord, j'admire vraiment votre entreprise et votre modèle d'exploitation agricole, d'après votre description. J'ai fait des vérifications sur votre site Web.

Peut-on affirmer, sans crainte de se tromper, que votre petite exploitation se distingue par votre engagement à l'égard d'une qualité, d'une soutenabilité et d'une déontologie du plus haut niveau dans votre modèle d'affaires?

Mme Cammy Lockwood: Oui, on peut.

M. Ryan Turnbull: C'est de la qualité.

Je tiens seulement à dire que je trouve une certaine beauté à l'agriculture à petite échelle. Beaucoup d'acteurs de notre secteur alimentaire qui opèrent à très grande échelle nous ont raconté beaucoup de choses, et il est intéressant de connaître votre point de vue sur le petit producteur, pour savoir à quoi ressemble votre chaîne d'approvisionnement.

La qualifieriez-vous d'un peu plus régionale? Quels sont quelques-uns des éléments de stress qui se sont manifestés dans votre chaîne d'approvisionnement durant la pandémie? La pandémie, les extrêmes météorologiques, les blocages à notre frontière, cette année et même maintenant, une guerre à l'étranger, tout ça l'a certainement mise à l'épreuve, mais je m'interroge sur votre chaîne

régionale d'approvisionnement. Est-elle plus courte? En quoi est-elle différente?

Mme Cammy Lockwood: Elle est différente. Je me suis toujours efforcée de mettre en vedette le local, et c'est ce que nous avons également fait pour les aliments destinés à nos animaux. Nous avons eu la chance de collaborer avec Top Shelf Feeds et de nous procurer la plupart de nos ingrédients au Canada. Nous sommes l'un des rares éleveurs à l'avoir fait. Nous avons délibérément choisi de ne pas adopter de provendes bio, qui viennent d'Inde et de Chine, ce qui, en soi, expose la chaîne d'approvisionnement à des risques évidents.

Nos efforts des années antérieures nous ont un peu blindés contre les problèmes de la chaîne d'approvisionnement; mais, le constat, pendant les inondations, que Top Shelf Feeds ne serait pas en mesure d'obtenir des provendes sur le continent nous a beaucoup préoccupés. Nous avons appelé sans délai l'entreprise qui nous a assuré que des arrivages récents la mettaient à l'abri, mais nous avons commencé à nous dire qu'elle pourrait être tenue de fournir d'autres exploitations de l'île qui, elles, étaient approvisionnées par des provenderies du continent. Heureusement, nous avons pu nous tirer d'affaire.

À court terme, notre chaîne d'approvisionnement... Nous distribuons également la plus grande partie de notre propre produit à Victoria et à Malahat... J'ignore dans quelle mesure vous connaissez la géographie de l'île de Vancouver, mais le col montagneux entre le nord et le sud est le seul passage, et, dans un sens comme dans l'autre, il n'y a qu'une voie de circulation. Pendant les inondations, Malahat a été coupée du reste du monde pendant plusieurs jours. La route a même été fermée au nord de chez nous. Nous étions donc confinés à terre et nous avons eu la très grande chance de ne pas essayer de transporter d'animaux pendant ce temps, parce que, sinon, qui sait ce qui pourrait arriver ce jour-là? Si nous devons les faire transporter sur des traversiers et que c'est le point de rupture de la chaîne d'approvisionnement, ça risque d'être catastrophique.

Ça soulève encore, également, des questions sur la santé et le bien-être animal, pendant le transport routier. Ils sont beaucoup plus à la vue du public, et c'est toujours inquiétant.

● (1725)

M. Ryan Turnbull: Ça me conduit à une réflexion et à une question sur ce que vous pensez des petits systèmes ou des systèmes régionaux de production alimentaire: les croyez-vous plus résilients aux chocs internationaux? D'après votre témoignage jusqu'ici, il est certain que les paroxysmes météorologiques comme des inondations ont eu des effets sur vous, mais peut-être que quelques-unes des autres causes que j'ai énumérées et qui sont plus assimilables à des chocs internationaux manifestent des tendances mondiales.

Diriez-vous que le fait de faire confiance à un système plutôt régional de production alimentaire procure plus de résilience?

Mme Cammy Lockwood: Oui, je le crois, et ma vision du Canada est que notre pays puisse s'introspecter davantage pour répondre à ses propres besoins. Nous avons également ressenti les effets de la renégociation de l'ALENA et de la perte de certaines de nos parts du marché des œufs, aux États-Unis, et de la négociation d'autres accords internationaux. Il importe vraiment de tenir compte de la dimension locale. Manifestement, les avantages des économies d'échelle sont incontestables, mais, en même temps, on perd toute résilience.

M. Ryan Turnbull: Peut-être que vous...

[Français]

Le président: Non, je suis désolé, monsieur Turnbull. Votre temps de parole est écoulé.

[Traduction]

M. Ryan Turnbull: Monsieur le président...

[Français]

Le président: Je remercie M. Turnbull et Mme Lockwood.

Monsieur Perron, vous avez la parole pour 2 minutes 30 secondes.

M. Yves Perron: Madame Lockwood, j'aimerais poursuivre sur le même sujet.

Si je vous comprends bien, pour ce qui est de protéger la production locale et de garder les parts de marché, vous serez d'accord sur la protection de la gestion de l'offre par force de loi en vue des prochaines négociations commerciales.

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Oui, s'il vous plaît.

[Français]

M. Yves Perron: La porte était bien grande ouverte alors j'y suis entré.

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: La gestion de l'offre a rendu possible l'existence de notre entreprise.

[Français]

M. Yves Perron: Nous allons y travailler, madame.

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Merci.

[Français]

M. Yves Perron: Le prochain point dont je voulais vous parler touche la transformation régionale. M. Mussell l'a mentionné dans son énoncé, c'est bien d'avoir les grandes usines de transformation, mais c'est bien aussi d'avoir un réseau complémentaire de petits centres de transformation.

Nous avons une pénurie de centres de transformation régionaux, particulièrement dans ma région au Québec. Je ne sais pas comment cela se passe dans votre région. J'aimerais entendre ce que vous avez à dire à ce sujet.

Pensez-vous que l'État a un rôle à jouer dans le soutien des petites infrastructures de transformation, par exemple pour l'abattage de vos volailles?

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Oui, absolument. Cet abattage est impossible dans l'île de Vancouver. Il faut envoyer nos volailles sur le continent. Ce serait merveilleux de pouvoir faire plus de transformation à l'échelle régionale. Nous produisons également un peu de poulets à griller et nous devons continuellement nous débattre avec nos transformateurs locaux pour qu'ils les produisent selon la norme que nous exigeons pour la vente directe au consommateur.

[Français]

M. Yves Perron: Croyez-vous que cela aurait pour effet de renforcer la chaîne d'approvisionnement, advenant une grève ou une

éclosion de COVID-19 dans un grand centre de transformation, par exemple?

• (1730)

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Oui, incontestablement. Il importe aussi que votre comité comprenne que la transformation, simplement parce qu'elle se fait à l'extérieur de la région, impose aussi de faire venir des animaux, ce qui signifie un manque de place. Ça soulève encore d'importantes inquiétudes pour leur bien-être, si nous ne pouvons pas les expédier rapidement vers un centre de transformation.

[Français]

M. Yves Perron: Merci, beaucoup.

[Traduction]

Mme Cammy Lockwood: Il est donc certain que si on renforce...

[Français]

M. Yves Perron: En 10 secondes, madame Ronholm, sur la même question...

Le président: Désolé, monsieur Perron, c'est tout le temps que vous aviez.

M. Yves Perron: Ah oui?

Le président: Oui, il ne restait que cinq secondes. Je suis désolé.

La parole est à M. MacGregor pour deux minutes trente 30 secondes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Madame Ronholm, dans votre déclaration préliminaire, vous vous êtes étendue sur la crise des antibiotiques et le phénomène annoncé de résistance. Je suis désireux de connaître votre avis sur certaines des techniques qui arrivent bientôt à la rescousse.

Particulièrement en ce qui concerne la mammité, je me souviens que, il y a deux législatures, pendant la 42^e, notre comité, dont je faisais alors partie, a réalisé une étude sur la technologie et l'innovation. L'un de nos témoins représentait EIO Diagnostics, créateur d'un système appelé UdderHealth. Il reposait à la fois sur l'imagerie avancée et l'apprentissage machine pour la détection en temps réel de la mammité.

Connaissez-vous certaines de ces technologies ou avez-vous des observations sur le sujet? Ce système a beaucoup fait parler de lui parce qu'il prétendait qu'on pouvait essentiellement reconnaître la maladie avant l'apparition de ses symptômes.

Mme Jennifer Ronholm: Oui, ces technologies sont spectaculaires. Beaucoup de producteurs s'en servent pour le traitement sélectif des vaches tarées à la place d'un traitement global du troupeau, ce qui réduit la consommation d'antibiotiques dans le secteur.

Malgré leur caractère spectaculaire, elles ne permettent pas de trouver la guérison. Des vaches continueront de tomber malades au bout d'un certain temps et elles auront encore besoin d'être traitées, même si ces progrès sont sans contredit utiles.

M. Alistair MacGregor: D'accord. Merci.

Madame Lockwood, il ne me reste qu'une minute, mais j'essaie toujours d'enfoncer le clou de la résilience dans notre comité. Avez-vous, avant de terminer, des sujets de réflexion, des sujets que vous avez l'impression de ne pas avoir signalés à l'attention de notre comité pour l'étude?

Mme Cammy Lockwood: Je reviendrais seulement sur les conséquences du changement climatique. Je sais qu'une guerre a lieu et qu'elle menace de se propager et d'avoir de graves conséquences près d'ici, mais, dans l'ensemble, le climat est un sujet plus urgent. Il faut s'en occuper et il faut que le gouvernement agisse énergiquement. La réglementation est vraiment la seule solution.

J'encourage vraiment tous les membres de votre comité à examiner d'autres secteurs industriels et leur impact sur l'agriculture ainsi que les propres émissions du secteur agricole et d'envisager d'aider les agriculteurs à réduire leurs émissions. Nous le voulons absolument tous. Parfois, la difficulté est de seulement trouver un plan pour le faire, mais le problème est là, et il faut l'appui de l'État.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Le président: Monsieur Lehoux, je vous accorderai très brièvement le droit de parole, mais dans un moment seulement.

Je remercie nos témoins.

Monsieur Mussel, vous n'avez pas été en mesure de participer pleinement, mais nous pouvons vous réinviter.

[Français]

Monsieur Lehoux, il ne vous reste que 30 secondes. Peut-être que le témoin n'aura pas le temps de répondre à votre question.

M. Richard Lehoux: Ma question allait dans ce sens.

Allons-nous inviter de nouveau M. Mussel ou devons-nous lui poser nos questions par l'entremise de la greffière?

[Traduction]

Le président: Non. J'ai l'intention de le réinviter pour le 24. Il a fait son exposé, ce qui nous dispense de cette étape, mais il pourra répondre aux questions.

Monsieur Mussel, faisons-le tout de suite, parce que ça pourrait se révéler impossible le 24. Vu la dynamique géopolitique... Vous y avez fait partiellement allusion dans votre témoignage et, sachant que vous ne pourrez répondre aujourd'hui, avez-vous des recommandations sur le travail collectif des parlementaires avec le gouvernement pour positionner notre secteur de manière à ce qu'il puisse combler ces lacunes internationales? Je suis disposé à accueillir toutes les idées que vous coucherez par écrit et, bien sûr, nous nous reverrons le 24.

Je remercie tous les témoins de s'être déplacés et je les remercie également de leur travail dans le secteur.

Chers collègues, voici quelques petits rappels. Le 18 mars est le délai de remise des listes de témoins à notre greffière, en vue de notre prochaine étude. Nos analystes ont préparé un résumé que vous recevrez par courriel et nous distribuerons également un calendrier pour que vous ayez une idée des objectifs du Comité.

Je vous remercie tous. Bonne soirée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>